

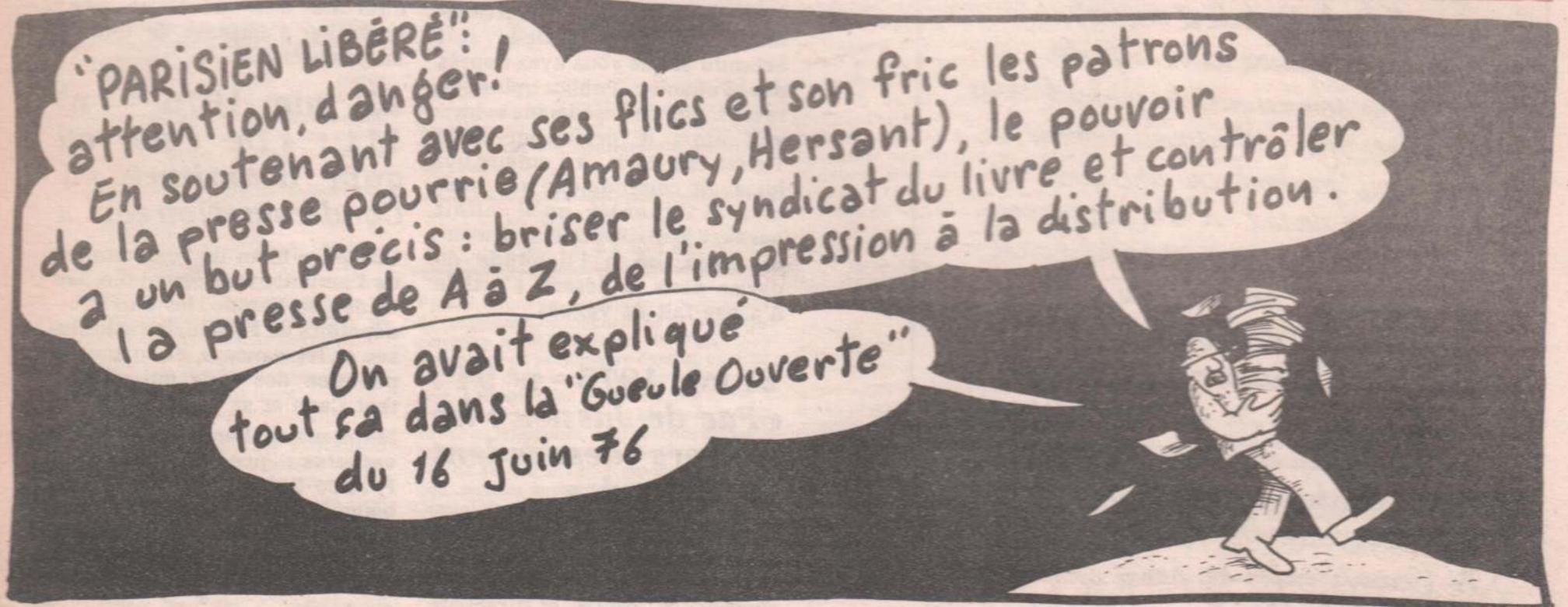
# La Gueule ouverte



n° 135 mercredi 8 décembre 1976 - suisse 3 FS hebdomadaire d'écologie politique canada 1,75 \$ - belgique 49 FB - france 5F

## EXCLUSIF : LA STRATEGIE NUCLEAIRE DE L'EDF

pages 7 à 10



le procès de braud st louis ... des travailleurs  
contre super phénix ... l'amiante chez ferodo

# FERODO : MOURIR POUR

Il y a un quart d'heure, nous étions à la manif. Clavistes et monteurs de "Graphiti" aussi. Sympas, ils pensent comme nous que ça ne servirait pas particulièrement "la cause" si "La Gueule Ouverte" ne sortait pas cette semaine, en conséquence, ils acceptent de nous monter, vaillamment, seize pages. Supprimés, les commentaires acides sur les écolocloneries de Chirac : c'était pas de première nécessité, nos lecteurs en sont capables sans nous. Supprimés quelques petits échos. Supprimé, un excellent papier de Danielle sur les médicaments psychotropes : arrivé le dernier à l'imprimerie, il attendra la semaine prochaine. Supprimé, mon compte-rendu de la dernière réunion "Gueule Ouverte et non violence", on aura l'occasion d'en reparler.

On ne sommes pas de jaunes briseurs de grève. Non. Mais nous sommes de ceux qui pensent qu'une grève de la presse se devrait d'être une grève active. Rendez-vous compte (il n'est pas interdit de rêver) si la grève des journalistes et des ouvriers du livre, ça signifiait : suppression, dans toutes les publications, de la publicité, des contre-vérités, des cucuterics, des grandanleries, des abrutisseurs de foule... ça serait beau, dans les kiosques... "La Gueule Ouverte" enfin en bonne compagnie...

*Jasabelle*

« Maintenant, le plus gros problème amiante de l'usine. Les écologistes nous ont donné un mal à faire sortir le gros coup de main. »

(un OS de Ferodo)

« Un ennemi invisible et partout présent : l'amiante. »

Dans La Gueule Ouverte n° 25, 30 octobre 1974, premier numéro de la version hebdomadaire, Jacques Liprand exposait clairement le problème de l'amiante, son utilisation, ses dangers pour ceux qui le travaillent et ceux qui s'en servent. Les plaques de frein, les filtres à bière et à viande, les usines de Condé sur Noireau, la combinaison du coureur automobile Pescarolo et le flocage des poutres de la Tour Montparnasse, les cancers et les asbestoses, le professeur Sélikoff de New York, tout était là, dans ces trois pages du journal.

« Je souhaite que l'avertissement que vous donnez soit entendu et que vous ayez auprès des Pouvoirs Publics plus de succès que les médecins » écrivait alors le professeur Jude Turiaf, de Paris, à l'auteur qui lui avait communiqué son article. Il ignorait qu'il allait paraître dans La Gueule Ouverte. Nous, on a l'habitude de parler dans le désert. L'article n'a pas fait de vagues.

21 mai 1975 - n° 54 :  
« Fac de Jussieu : les cancers descendent du plafond. »

L'intersyndicale de Jussieu part en guerre contre l'amiante qui trouble les microscopes des chercheurs, contre le directeur de la fac dont ce n'est pas le problème, contre le toubib qui n'est pas sûr que ce soit cancérigène, contre les services techni-

ques pour qui des fibres d'amiante d'un millième de millimètre n'ont pas à se balader entre les trous des plafonds. A Jussieu la poussière blanche et mortelle vole partout.

26 novembre 1975 - n° 81 : « L'amiante à Jussieu : un assassin à retardement. »

« Jussieu présente les taux de concentration en amiante les plus élevés de tous ceux rencontrés à ce jour en milieu urbain. » On s'organise ; la presse commence à être dans le coup. Des photos paraissent. Le professeur Sélikoff vient donner deux conférences à la fac. Le personnel se met en grève. On cherche des solutions pour empêcher l'amiante de tomber en poussière...

23 juin 1976 - n° 111 : « De l'eau au goût d'amiante à Condé sur Noireau. »

Une page-bilan de l'exploitation de l'amiante en Normandie. Les usines de Férodo, les carrières-dépotoirs de Férodo, les asbestoses et les cancers, et surtout la pollution des eaux qui alimentent Caen et sa région.

Maintenant, l'amiante joue les vedettes : première page de France-Soir, télévisions, ça bouge, camarade ! Trop tard pour nous en tout cas, il y a peu de chances pour qu'on n'en ait pas avalé quelques miettes par-ci, par-là. A traîner notre nez partout, quand on n'a pas ramassé des neutrons, on a ramené de l'amiante.

Danielle

# L'AMIANTE A DEFAUT D'EN VIVRE



Au bord de la Druance : marée blanche et déchets divers de Ferodo.

années, on manipulait l'amiante sans aucune précaution, au point que les machines, les murs, le plafond et, bien entendu, les ouvriers, en étaient couverts. Aujourd'hui, des systèmes d'aspiration évacuent la majeure partie de la poussière et l'usine tout entière est, paraît-il « en dépression ». Evacuer, c'est louable, mais évacuer où ? Dehors. Voilà qui ne laissera pas de surprendre le naïf visiteur, lequel se demande pourquoi on déplace le problème au lieu de le résoudre. « Certains jours, la tôle des voitures stationnées devant l'usine est couverte de poussière d'amiante, et les mesures que nous avons fait faire à la proximité révèlent un taux de pollution 2.400 fois supérieur à celui des villes », déclarent les écologistes.

Quand on examine les mesures anti-pollution prises par l'usine, on reste confondu. Mettre des cheminées pour évacuer dehors ce qui empoisonnait dedans, relève de l'inconscience ou de la mauvaise foi. Quant au problème des déchets, il est de taille. Deux cents tonnes par an pour l'ensemble du groupe, disséminées artistiquement dans la nature, au gré du vent et des inondations. C'est même à cause d'un orage que le pot aux roses s'est un jour

plein, on pourra fermer la boutique. » C'est l'habituel chantage au chômage, qui éclipse complètement les questions de santé. D'ailleurs, nombre de salariés de la division Ferodo se répètent, selon la méthode Coué : « Pourquoi serions-nous malades, nous qui sommes à Condé ? », sous-entendez : nous qui ne sommes pas « dans la vallée »...

## du bon tissu

Dans la vallée de la Vère, encaissée comme une vallée de montagne, cinq petites usines à l'ancienne, briques et succession de toits inclinés, emploient près de huit cents personnes, dont une bonne proportion de femmes. C'est la division Ferlam, qui tisse du bon tissu pour les murs des salles de cinéma, ou autres lieux publics, les gants à four, les rideaux, les moquettes, etc. On utilise pour cela l'amiante bleu, la crocidolite, de loin le plus dangereux mais aussi le plus résistant aux acides. On y ajoute de la laine ou de la fibrane, et on injecte le tout dans le commerce.



Les ouvrières de Ferlam n'ont pas apprécié le troisième film de la série de TF 1, « l'amiante au quotidien », même si elles sont d'accord avec les deux premiers, qui dénonçaient les conditions de travail dans les usines. C'est que l'utilisation de l'amiante au quotidien est justement la garantie de leur emploi, alors, faut rien exagérer.

On repense à cette ouvrière d'Amisol, à Clermont-Ferrand, asbestosée au dernier degré, qui demande la réouverture de l'usine dont pourtant elle a toutes les chances de mourir, à défaut d'en vivre. L'explication est simple : « les gens ne veulent pas penser à la maladie, c'est humain. » Ou ils ne pourraient plus rien faire, c'est comme quand on monte en voiture, s'il fallait tout le temps penser à l'accident ! Sauf que pour se déplacer, on a le choix du moyen de transport, on n'a pas le choix de l'air qu'on respire. C'est du moins ce que viennent à penser certains ouvriers de Ferodo, qui exigent comme premières mesures la réduction de la vitesse des métiers et la diminution du temps de travail pour ceux qui doivent porter le masque anti-poussière. Une mesure technique élémentaire consiste à travailler sous humidité, mais les salariés relèvent que, lorsque la direction est amenée à arrêter certains métiers, elle arrête de préférence ceux-là. Toujours la rentabilité. ➔

**L**A grande presse vient de perpétrer le miracle de l'information. Grâce aux trois émissions de TF1, « A la bonne heure », le public a pu se rendre compte que l'amiante est mauvais pour la santé, aussi bien pour les travailleurs qui manipulent ce matériau que pour les populations qui en sont environnées. A Condé-sur-Noireau, petite ville du bocage normand, on est au fait de cette question depuis nombre d'années, puisque c'est là que se trouve la plus importante société française de l'amiante : la société Ferodo-Ferlam, seul débouché industriel de la région, avec sa demi-douzaine d'usines, à Condé même et dans la vallée de la Vère. Dès 1850, la région de Flers-de-l'Orne connaissait une prospérité notoire grâce aux filatures qui essaïmaient le long des petites rivières. Lorsque Ferodo s'est implanté en Normandie, il n'a eu qu'à reprendre et

améliorer un peu ces manufactures pour le tissage et le filage à partir de fibres d'amiante.

Après tout, les gestes restaient les mêmes, les ouvriers n'étaient pas dépayés. A ceci près que la matière première, elle, était d'une toute autre nature : au lieu de provenir d'innocentes bestioles, elle provient d'une variété fibreuse de silicates et se trouve dans la nature sous forme de roches, grisâtres ou verdâtres, dont les fils se détachent au frottement. Rien n'est plus suave que ces minéraux solides et doux, dont se détachent des fibres plus fines que des cheveux, si fines qu'avec un seul gramme de fils mis bout à bout, on pourrait faire la distance de la terre à la lune.

**O**n imagine sans peine les innombrables usages que l'homme peut faire de ces délicats instruments. Plus de

trois mille produits, ce qui explique qu'en quelques dizaines d'années, la consommation d'amiante soit passée dans le monde, de 50 tonnes à 3,5 millions de tonnes par an.

L'amiante, ou asbeste, possède en effet deux propriétés particulièrement utiles : une grande résistance à la chaleur (il est insensible à un foyer ordinaire et ne fond qu'au chalumeau) et une aptitude au filage qui lui permet d'être utilisé pour la fabrication de filtres, de revêtements muraux, de plaques de freins. Seuls quatre pays dans le monde exploitent des mines d'amiante, l'URSS, l'Afrique du Sud, le Canada et l'Italie, tandis qu'en France, les mines du Queyras et de Corse ont été abandonnées. On importe, on importe comme des fous : 84.000 tonnes en 1961 contre 152.000 tonnes en 1971. En France, on n'a pas d'amiante, mais on a des idées.

découvert à Condé, les eaux de pluie ayant raviné un dépôt sauvage et précipité dans les flots de la Druance le contenu des sacs à l'estampille de Ferodo.

Les déchets, dans une usine, il y en a toujours, contrairement à ce que nous, les préposés aux écritures, nous nous imaginons souvent. On n'a pas idée du nombre de pièces ratées, de mélanges imparfaits, de chutes de matière première que rejette une usine quotidiennement.

Après le scandale d'août 1975, où des monceaux de poissons morts jonchaient les rives du barrage de Pontécoulant, la direction de l'entreprise a pris la décision de mettre ces déchets sous plastiques et de les laisser devant l'usine, avec ce commentaire : « Vous voyez, les gars, quand ce sera

malaxe à tour de bras des tonnes par an d'amiante avec du plomb, des phénols, des tas de bonnes choses, pour fabriquer les petits disques qui feront la joie de vos arrêts instantanés. A la chaîne de pesée, un vrai régal : on manipule tout ça à la main. Ce n'est pas une galéjade, à en juger par l'odeur, chimique, indéfinissable, indécollable, que les ouvriers transportent après eux.

On passerait volontiers sur l'odeur, si elle n'était le signe d'une contamination bien plus grave, celle des poumons et des voies digestives. Et encore, les ouvriers de Condé sont considérés comme des petits veinards, des privilégiés, car ils travaillent dans l'entreprise modèle de la région. Il y quelques

## pour quelques coups de freins de plus

Ores donc, les rusés technocrates avisèrent un jour les prairies humides de la Suisse Normande, avec ses gais vallons, ses vaches et ses problèmes d'emploi. (Il serait fastidieux de rappeler une fois de plus le phénomène de l'exode rural, c'était sûrement dans le mensuel ?) Après avoir phagocyté les manufactures du coin, ils développèrent leur industrie au point de totaliser 2.500 salariés. L'usine principale de Condé compte actuellement près de 2000 personnes, en majorité des hommes, et fabrique, sous le label Ferodo, les disques d'embrayage et les freins de voiture, détail qui a son importance dans l'utilisation des véhicules à moteur. On mélange et on



Roche amiante

Dire qu'à Ferodo, tout le monde est d'accord sur les mesures à prendre, ce serait utopique. En revanche, il n'est pas exagéré de penser que le point de vue des écologistes a fait tache d'huile au sein des membres du personnel : l'ALCPSE (Association pour la lutte contre la pollution et la sauvegarde de l'environnement) de Condé et sa région compte une dizaine de salariés Ferodo, dont certains occupent des postes au bureau. Ce n'est pas la moindre des originalités de cette lutte contre la pollution que d'avoir uni sur un même front écologistes et travailleurs.

### la complicité des médecins

Lorsque les ouvriers de l'entreprise, les plus conscients des risques que représentaient pour eux le travail sur l'amiante, ont exposé pour la première fois à la direction leurs préoccupations concernant l'environnement, celle-ci les a renvoyés à des revendications salariales. Mourez, nous ferons le reste. Aussi, lorsqu'ils ont vu au cours de l'été 75 des écologistes se dresser contre la toute-puissante entreprise Ferodo, les syndicalistes CFDT sensibilisés à cette question ont rejoint l'association, apportant leur expérience, racontant ce qui jusque là avait été volontairement ignoré : l'amiante tue. Qui d'entre eux n'a un parent, un ami décédé d'asbestose ou de cancer ?

Une chose est désormais certaine, c'est que l'organisme n'élimine pas les fibres d'amiante, tout au plus peut-on espérer stopper la maladie en retirant la personne contaminée de la zone de pollution. L'absorption par voie aérienne de fibres d'amiante provoque soit l'asbestose, comparable à la silicose du mineur, qui est le dépôt de particules sur les parois du poumon entraînant la rigidité du muscle et l'absence d'oxygénation ; soit le cancer de la plèvre, le fameux mésothéliome, dû à la pénétration de la muqueuse bronchique par les milliers de petites aiguilles qui vont se

L'Usine Nouvelle du 16/9/1976

### COMMENT REMPLACER L'AMIANTE

Il est particulièrement intéressant d'examiner les substituts envisageables pour les deux plus gros consommateurs d'amiante en France : l'amiante-ciment (100 000 tonnes) et le carton (10.000 tonnes). La fibre de verre concurrence déjà l'amiante dans certains produits en amiante-ciment : bardage, toiture, tuyaux, etc. Il s'agit de fibres en verre spécial, à haute teneur en zirconium, résistant aux alcalis, fabriquées industriellement par Pilkington sous le nom de Cem-Fil, à Wrexham (Pays de Galles) depuis juillet 1975. Cette fibre est plus chère que l'amiante (environ quatre fois) mais elle n'entre qu'à raison de 5% dans le produit fini, alors qu'il faut 15% d'amiante pour remplir la même fonction. Malheureusement, ses mauvaises propriétés de drainage exigent des procédés à suction pour la fabrication des produits. En outre, on n'est pas encore très sûr de l'évolution dans le temps des matériaux fibre de verre-ciment.

D'autres fibres, de polypropylène ou d'acier, ont prétendu aussi remplacer l'amiante dans le fibro-ciment. Seul l'acier semble avoir rencontré certains succès commerciaux, mais il souffre du même défaut que le verre (mauvais drainage). Enfin, dans certaines applications ne demandant pas une grande résistance à la chaleur, les plastiques, renforcés ou non,

poussé le raisonnement jusqu'à dire que la cigarette était même la seule cause de maladie. A ce propos, on ne saurait trop dénoncer la complicité du corps médical dans cette affaire, et si tous ne sont pas aussi cyniques que celui d'Amisol, la plupart se sont compromis par leur silence. Ce qui fait dire à un syndicaliste : « Vous êtes médecin, puis c'est pas suffisant, vous faites encore le flic. » Et le même de dénoncer la mystification des mesures d'hygiène : « Quand ils font des prélèvements, ils ne précisent pas le temps de mesure. Et puis, il faudrait donner les relevés par poste, pas en moyenne pour toute l'usine. Et puis, il faudrait peut-être dire aussi qu'on compte les particules au lieu de compter les fibres. Ils nous prennent pour des rigolos. »

### chômeurs en bonne santé ou travailleurs malades ?

La moindre des choses, pour les travailleurs de Ferodo, serait de connaître exactement leur état de santé. Ils ont demandé au professeur Bignon, de la direction générale de l'action sanitaire et sociale à la préfecture de Paris, de venir à Condé avec



Sous la pression de la campagne faite par les écologistes et répercutée dans la presse, il semblerait que les pouvoirs publics soient animés de bonne volonté. Monsieur Jouan, qui est quelque chose au ministère du Travail, vient d'annoncer un train de mesures applicables courant 77. Il s'agirait d'interdire le flochage, d'éliminer et de récupérer les déchets comme le prévoit la loi du 15 juillet 1975, d'établir une liste de produits toxiques sur laquelle figurerait l'amiante, de faire un étiquetage spécial pour les produits qui en contiennent, de mener à bien d'enquête du Pr Bignon sur les maladies de l'asbeste et enfin, de prévoir un recyclage des médecins du travail...

peuvent créer une très bonne alternative à l'amiante-ciment (égouts, drainage, tuyaux et bardages pour bâtiments).

La vermiculite, un silicate hydraté naturel ressemblant au mica, peut remplacer l'amiante dans les revêtements projetés pour le bâtiment (2) et, dans une moindre mesure, pour la fabrication de cartons isolants.

Souvent sous forme expansée (par une cuisson préalable) la vermiculite a de bonnes propriétés d'isolation et de tenue à la chaleur et au feu. Cape-Marine-Board fabrique des cartons dans lesquels la vermiculite apporte l'isolation et la résistance au feu, et la fibre de verre la tenue mécanique, tandis qu'une matrice de silicate de chaux assure la liaison de l'ensemble. Mais ces cartons ont des performances inférieures à celles des cartons en amiante, et sont plus chers.

Après les matériaux de construction, les textiles et les produits de friction constituent les deux grandes applications de l'amiante où certaines substitutions sont également possibles. Ainsi, pour les vêtements de protection contre le feu et la chaleur, l'amiante peut être remplacé dans une certaine mesure par des fibres synthétiques à base de polyamides aromatiques (Kermel de Rhône-Poulenc, Nomex de Du Pont). Ces fibres sont stables jusqu'à près de 400° C et peuvent éventuellement résister à des températures supérieures pendant des temps très courts. Cette tenue à la chaleur est couplée à une bonne résistance

aux agents chimiques. De leur côté les textiles classiques, coton, laine, moyennant un traitement ignifugeant, peuvent atteindre des performances surprenantes. Ainsi le centre de recherche de la laine d'Ilkley (Grande-Bretagne) a mis au point un traitement permettant d'obtenir le classement F 4 suivant la norme française NF GO 71133.

friction : l'amiante est moins cher

Des travaux sont en cours pour trouver des produits pouvant remplacer l'amiante dans les matériaux de friction, notamment dans les garnitures de freins. La vermiculite peut être employée. Les fibres de nitrate de silicium et les fibres de carbone ont des performances supérieures à celles de l'amiante, mais sont beaucoup plus chères. Aussi ne les a-t-on utilisées jusqu'à présent que dans les automobiles de compétition et pour le Concorde.

Enfin de nombreuses fibres céramiques sont susceptibles de remplacer l'amiante dans des applications à hautes températures dans des joints, garnitures et éléments d'isolation. Ainsi l'industrie dispose déjà d'un certain nombre de matériaux de remplacement de l'amiante. Aucun d'entre eux ne réunit toutes les propriétés du produit naturel et souvent le prix est l'élément le plus dissuasif. Mais pratiquement, dans chaque type d'application, il existe un créneau plus ou moins large où un produit de substitution peut prétendre s'installer.

ficher ensuite dans la plèvre. Résultat : cellules perforées, noyau cellulaire déformé, membranes cellulaires déchirées. D'après « Science et Vie » : « Tout traumatisme répété peut, à la longue, devenir cancérogène. C'est ainsi qu'ont été créées, chez les souris, les premières tumeurs expérimentales, en frottant la peau avec de la suie. »

Si l'amiante est l'un des principaux produits cancérogènes introduits par l'homme dans son environnement, il n'est pas le seul agent. Le tabac joue un rôle de catalyseur, multipliant les risques de cancer par huit, toujours d'après « Science et Vie ».

Certains médecins du travail ont

son équipe pour faire passer à tous ceux qui le voudraient une visite médicale complète afin de déceler les prémisses d'asbestose, impossibles à voir dans une radio traditionnelle.

Actuellement, il faut savoir que la France ne possède pas de normes de sécurité, qu'il n'existe que des recommandations de la Sécurité Sociale... D'ailleurs, le maximum français recommandé est bien supérieur au maximum tolérable américain. Et encore, ces recommandations font-elles une discrimination entre les travailleurs et les populations exposées à l'amiante, comme s'il existait deux sortes d'organismes.

Il n'en reste pas moins que l'amélioration des conditions de travail, en l'occurrence l'automatisation, réduirait au chômage nombre de travailleurs Ferodo : ne pas mettre les mains dans l'amiante revient à ne pas mettre les pieds dans l'usine. Cela, la direction se charge de la rappeler. Mais en dehors de toutes considérations de sécurité, de santé, l'automatisation est destinée à supplanter le savoir-faire de l'ouvrier. Si celui-ci veut conserver son rôle, il devra lui-même se mettre à la recherche d'autres techniques car, à coup sûr, l'initiative ne viendra pas de la direction.

Catherine Decouan

À BOIRE PAR PITIE!  
ON C'ÊTE DE  
SOIF ICI.

ATTENTION  
À LA CIRRHOSE



LA CIRRHOSE?  
TU RIGOLES!

TU TE SOUVIENS  
DE DÉDÉ? IL  
DISAIT ÇA, LUI  
AUSSI, ET PUIS  
UN BEAU JOUR,  
HOP!"



PAUVRE VIEUX!  
C'ÉTAIT UN BRAVE  
TYPE, ÇA, AU MOINS.

C'EST COMME  
MR PIGNOC, VOUS  
SAVEZ CELUI QUI  
EST MORT D'UN  
CANCER GÉ-  
NÉRALISÉ...  
MULLISE



QU'EST-CE QU'IL A PU  
SOUFFRIR IL PARAIT.  
IL A FALLU L'ATTACHER  
TELEMENT IL SAUTAIT DE  
DOULEUR ET HURLAIT

UN CANCER GÉNÉRALISÉ  
ÇA NE PARDONNE PAS



QUE VOULEZ-VOUS AVEC  
TOUTES LES SALOPERIES  
QU'ON RESPIRE: GAZ D'ÉCHAP-  
PEMENTS, FUMÉES D'USINES...

ET L'EAU?  
TOUTES LES RI-  
VIÈRES, OU  
PRESQUE,  
SONT  
POLLUÉES



ET CELLES QUI NE LE  
SONT PAS NE VONT  
PAS TARDER À L'ÊTRE

TENEZ!

MÊME LA NOUR-  
RITURE EST DRO-  
GUÉE: Y'A DES  
COLORANTS  
PARTOUT  
MÊME DANS  
LE CAMÉ-  
BERT.



ILS NOUS FONT BOUFFER  
CE QU'ILS VEULENT, QUOI.  
UN PEU D'HORMONES PAR-  
CI UN PEU DE STABILISANTS  
"E-MACHIN" PAR-LÀ ET LE  
TOUR EST JOUÉ.

DE TOUTES  
FAÇONS 2 OU  
3 BOMBES  
ATOMIQUES ET  
TOUTS NOS  
ENNUIS  
SONT  
FINIS!

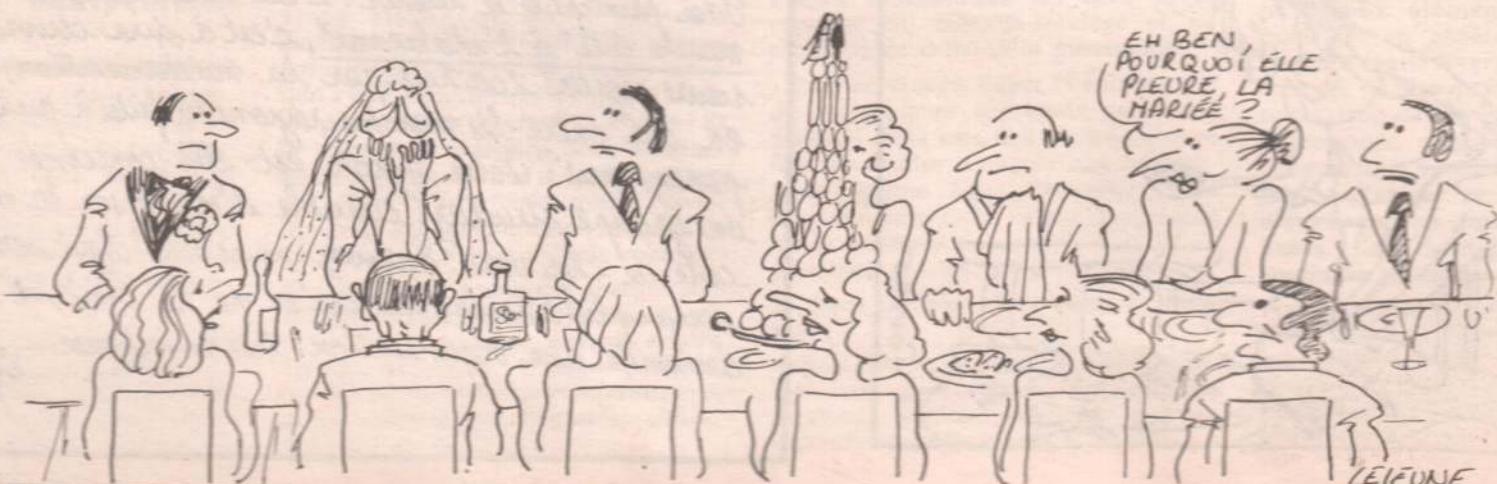


AH OUI! ENCORE UNE BELLE  
TROUVAILLE! VOUS VOUS RENDEZ  
COMPTE? DE QUOI DÉTRUIRE  
PLUSIEURS FOIS LA PLANÈTE.  
EFFARANT, NON?

C'EST LE  
PROGRÈS!



EN TOUT CAS, MOI JE  
PLAINS LES JÉUNES.  
NOUS, ON NE SERA PLUS  
LÀ POUR VOIR ÇA,  
MAIS EUX...



EH BEN,  
POURQUOI ELLE  
PLEURE, LA  
MARIÉE?

LEJEUNE

# UNE EXECUTION



## ça va ça vient

### LA GRANDE FOIRE DES POLLUEURS

- Vincent Ansquer, ministre de la Qualité de la Vie : « Nous n'avons qu'une seule terre, la même atmosphère et les mêmes océans. »

- Aurélio Peccei, Président du Club de Rome : « Nous sommes une espèce parmi tant d'autres. »

- Marcel Boiteux, directeur général d'Electricité de France : « il n'y a pas de contradiction fondamentale entre croissance et environnement. »

- Jean-Claude Colli, délégué aux énergies nouvelles : « C'est le soleil qui aura le dernier mot. »

- Valéry Giscard d'Estaing, président de la République (message lu en début de séance) : « L'écologie a acquis droit de cité... »

Ces déclarations impérisables ont été dites au symposium « Nouvelle croissance économique et protection de l'environnement », qui ouvrait

lundi matin 6 décembre, les Assises internationales de l'environnement, au Palais des Congrès à Paris. La manifestation, qui se double d'un salon antipollution à la Porte de Versailles, se déroule jusqu'au 11 décembre.

Les organisateurs disent fièrement : c'est un « deuxième Stockholm », la digne suite de la grande conférence internationale de 1972 sur l'environnement. Mais le patronage d'organisations comme l'ONU ou l'UNESCO ne doit pas faire illusion. Ces Assises sont une provocation et une imposture. Seuls les industriels et les technocrates y sont présents. Le prix des places (3 000 F environ pour l'ensemble de la semaine) a dissuadé les écologistes militants de venir traîner leurs bottes et leurs jeans sur les moquettes du CIP et de la Porte de Versailles.

Les Assises de l'environnement sont avant tout une vaste opération publicitaire et commerciale, qui rassemble les plus gros pollueurs de la planète pour y parler... dépollution. Comme le disent les Amis de la

Terre de Paris, « l'environnement des Assises, c'est soit un nouveau marché, soit un nouveau champ d'activités pour les technocrates ».

Lundi matin, les Amis de la Terre de Paris ont distribué un numéro spécial du Courrier de la Baleine, « Eco », suite du légendaire journal de contre-information édité en 1972 à Stockholm. Il dénonce cette « monumentale imposture ». L'un d'eux s'est fait expulser manu militari par des policiers en civil. Ce qui a permis aux autres militants infiltrés de troubler un bref instant l'autosatisfaction ronronnante des discours et de crier à haute voix leur indignation. Le sénateur Edouard Bonnefous, qui préside les débats, a répondu sèchement : « Nous ne sommes pas dans une réunion politique. Vous faites de la mauvaise écologie. » Mais les paroles passent et les actes restent. « A l'un des pollueurs, les pollués de tous les pays feront échec. Il y va de notre survie ! »

Laurent Samuel  
Dominique Simonnet

Chouette ! une petite place inutilisée (on a supprimé aussi le courrier, cette semaine) on va pouvoir dire deux mots de la réunion G.O.-non violence de vendredi dernier. Et excusez l'abondance d'écriture manuscrite : faut quand même pas pousser sur la composition les jours de grève.

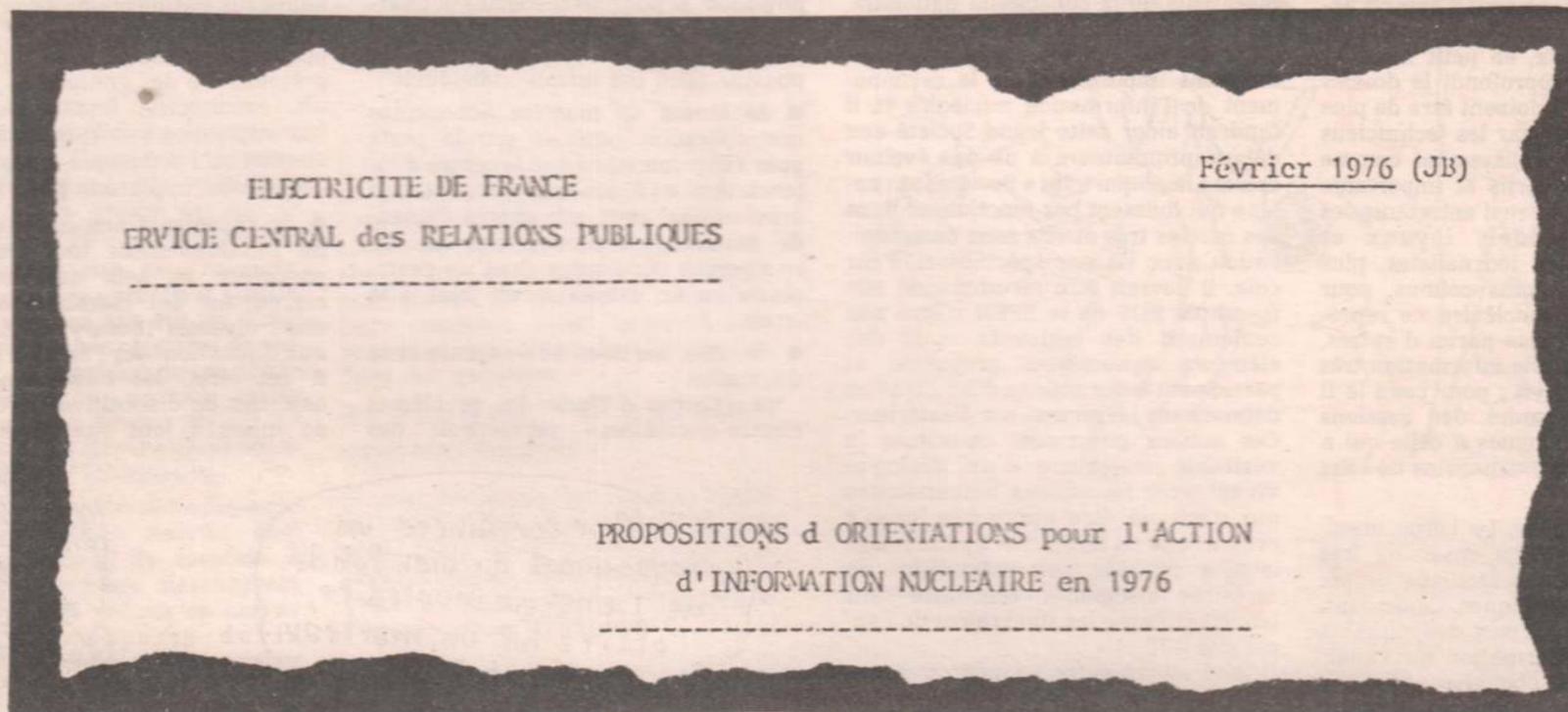
Vendredi dernier, donc, 46 rue de Daugirard, une centaine de personnes. J'arrive en retard, je trouve une ambiance super excitée, marrante, Courronner invectivant tout le monde, Lambert bougonnant, d'Eaubonne essayant de détendre l'atmosphère et Soulié ramassant les morceaux. Beaucoup d'idées échangées, pas la place de les raconter ici, les ajouterai au compte-rendu de l'avant dernière, que je ne saurais tarder à envoyer à tous ceux qui l'ont demandé (en faisant 5 francs à leur demande).

Idee principale à retenir : l'été prochain, en août, une marche dite "à l'italienne", c'est à dire couvrant plusieurs régions touchées par la militarisation, avec étapes en car entre les marches régionales faites à pieds. Qui en pensez-vous ? Votre région est-elle concernée ? Etes-vous un groupe structuré capable d'organiser la marche du côté de chez vous ? Ecrivez-nous vite ! faut sera là beaucoup plus rapidement qu'on ne le croit, et tout ceci demande une organisation très minutieuse.

Spab

# EXCLUSIF : L'EDF PREND LES FRANCAIS POUR DES CONS

Dans ce rapport confidentiel à usage interne, le service des relations publiques d'E.D.F. dévoile sans vergogne son intox pro nucléaire.



## I - information sur le plan national

### 1) dans le contexte actuel

#### a) information du grand public

Tant que durera la période de répit relatif dans laquelle le débat nucléaire est entré depuis plus de 6 mois sur le plan national, il paraît préférable d'éviter les actions d'information directe et généralisée du public qui, dénoncées comme une provocation par des opposants n'ayant rien perdu de leur agressivité potentielle, leur donneraient l'occasion favorable de faire rebondir la controverse sur le plan émotionnel, et de la replacer sur le devant de la scène de l'actualité.

Cependant certaines informations nuancées sur la façon dont le nucléaire se raccorde à certaines préoccupations plus générales, pourraient contribuer à nous rapprocher du public.

En effet, tout au long de la controverse du premier semestre 1975, une part croissante du débat a glissé vers des objections techniques ou économiques complexes ne pouvant toucher qu'un nombre de plus en plus réduit de personnes. Le débat y a certes gagné en qualité, mais pour le grand public il a tourné à la querelle de spécialistes et nous a isolé encore plus dans un rôle de technicien emporté par son sujet.

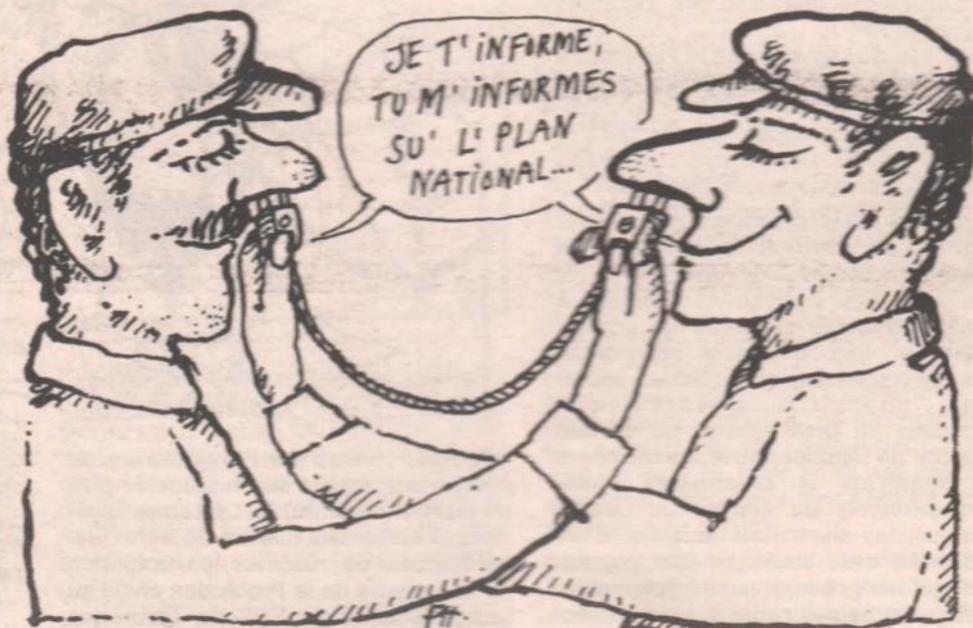
Pour estomper une telle image il faudrait montrer que la recherche reste très ouverte dans l'Etablissement non seulement pour améliorer la voie nucléaire, mais pour lui adjoindre

selon ses possibilités toute autre solution raisonnable. C'est l'un des thèmes 1976 du programme de relations publiques.

D'autre part, faire connaître notre souci de la forme à donner aux centrales et de leur intégration dans la nature environnante peut également contribuer à nous rapprocher des préoccupa-

La période de l'hydraulique avait inspiré quelques auteurs, mais le nucléaire n'a encore rencontré que les héritiers de la géométrie.

Dans le genre mineur, le feuilleton télévisé a bien apporté sa note de sensibilité facile et s'appête à le refaire : « le canard noir » sera tourné et programmé en 1976 sur le thème de



tions du public. Cela fait partie d'un autre thème à expliciter en 1976 dans le domaine de l'esthétique.

Mais comment, pour les foules plus enclines à ressentir qu'à raisonner, effacer cette caricature de l'homme du nucléaire aussi certain de son infailibilité technique qu'insensible aux aspirations naturelles des hommes ? Qui se chargera de faire entendre ses battements de cœur ?

l'enfant à la recherche de son père, responsable d'un chantier nucléaire.

Mais aucun auteur important parmi ceux qui entraînent leur époque n'a encore jeté un regard chaleureux sur ceux qui, pour une bonne part, sont à la source de l'émancipation de leurs contemporains (1).

#### b) information des parlementaires

Il est d'autant plus important d'accen-

tuer l'information des milieux associés aux décisions du programme nucléaire que l'enveloppe de celui-ci n'a été fixée que pour deux ans et qu'il semble devoir être rajusté voire remis en cause chaque année. Il a d'autre part été donné en 1975 une importance particulière au débat parlementaire annuel sur l'énergie, et un regain d'intérêt pour le sujet peut ressurgir à l'occasion de la session de printemps.

Les députés et sénateurs d'une part, pour leur intervention directe dans le débat, les membres du Conseil économique et social d'autre part, pour les avis qu'ils seront amenés à donner, doivent donc faire l'objet d'une attention particulière sur le plan de l'information notamment en multipliant les offres de visite d'ouvrages aux différents groupes parlementaires, et les occasions de rencontre avec les membres influents des groupes ou des Commissions des Finances et de la Production et des Echanges.

#### c) information des relais d'opinion

Les actions d'information en profondeur dans les milieux démultiplicateurs d'opinion auxquels le public accorde à plus ou moins juste titre une certaine compétence pour parler du nucléaire ou de ses effets, sont à poursuivre de manière sereine et opiniâtre dans la mesure où ils ne présentent pas le même risque de relance passionnelle de la controverse que l'action directe sur le grand public.

Ces milieux sont principalement les journalistes, le corps enseignant, les médecins et les ingénieurs.

(1) Une rencontre avec Alexandre Petrovic, grand prix du festival de Cannes, pourrait peut-être aboutir en 1976 à une proposition de création.

## EXCLUSIF : L'EDF PREND LES FRANÇAIS POUR DES CONS

- **Journalistes** : Il ne peut y avoir d'actions convenant à tous les journalistes. Certains d'entr'eux, en petit nombre, qui ont suivi et approfondi le dossier nucléaire en 1975 doivent être de plus en plus considérés par les techniciens spécialisés de l'Etablissement comme des partenaires avertis et importants avec lesquels il y a lieu d'entretenir des rapports individuels loyaux et fréquents. D'autres journalistes, plus nombreux mais moins connus, pour lesquels l'énergie nucléaire ne représente qu'une rubrique parmi d'autres, restent ouverts à une information très générale sur ce sujet : pour ceux-là il pourrait être organisé des sessions d'information analogues à celle qui a réuni en 1975 des journalistes de l'Est de la France.

- **Corps enseignant** : Le corps enseignant reste dans son ensemble très attaché à la rigueur factuelle de ses instruments pédagogiques. Cependant, il fournit une bonne part des militants pour lesquels l'information sur l'énergie nucléaire n'est objective que si elle en dénonce les inconvénients. Il importe donc d'être particulièrement attentif à la rédaction des documents pour les enseignants afin d'éviter au maximum les réactions de rejets contre la « propagande » d'EDF.

L'information du corps enseignant porte principalement sur les professeurs du secondaire de géographie et économie (brochure et diapositives sur le nucléaire) et de physique (sessions de recyclage). Une nouvelle action d'information des instituteurs doit également se développer en 1976.

- **Médecins** : Pour les médecins, une information n'a de valeur sur le plan professionnel que si elle émane de confrères. Les documents préparés à leur intention sur les conséquences somatiques de l'énergie nucléaire pour l'homme, ne peuvent donc émaner que du Comité Médical d'EDF ou passer par la presse médicale.

L'action principale auprès des médecins, pharmaciens et vétérinaires consistera, en 1976, dans l'envoi à plus de 30 000 d'entr'eux de la brochure préparée à leur intention par le Comité Médical d'EDF et la Direction de l'Équipement.

- **Ingénieurs** : Les associations d'ingénieurs pourraient être beaucoup plus intéressées au problème nucléaire, aussi bien par l'intervention de Cadres d'EDF, membres de ces associations, que par des insertions dans des bulletins d'écoles.

- **Groupements et associations** : En plus des actions directes menées sous le label de l'Etablissement, celui-ci devrait favoriser davantage les initiatives ou prises de position de groupements ou personnalités dont les témoignages apporteraient la démonstration que les objectifs nucléaires ne sont pas seulement ceux d'EDF mais répondent aux moindres risques à une nécessité

essentielle de la collectivité nationale. Au premier chef, la Société Française d'Énergie Nucléaire pourrait constituer un relais important pour le rayonnement de l'information nucléaire et il faudrait aider cette jeune Société aux débuts prometteurs à ne pas évoluer comme la plupart des « Sociétés savantes » qui finissent par fonctionner dans des cercles très étroits sans communication avec les non-spécialistes. Pour cela, il devrait être recommandé aux membres EDF de la SFEN d'être non seulement des cotisants mais des éléments dynamiques proposant et participant à des actions d'information débouchant largement sur l'extérieur. Ces actions pourraient constituer la véritable ouverture d'un dialogue vivant avec les milieux universitaires qui n'ont pu être approchés jusqu'à présent que de façon très fragmentaire (études confiées aux spécialistes de certaines disciplines, rencontre sans lendemain avec les signataires de l'appel des 400...).

Il faudrait, en outre, se montrer attentif aux velléités qu'ont certains de susciter un appel des scientifiques favorables à l'énergie nucléaire, comme cela s'est produit en Suède ou aux USA.

D'autre part, et malgré les échecs enregistrés jusqu'à présent dans ce domaine, il convient toujours de se montrer favorable à un éventuel dialogue avec le mouvement écologique qui faisant abstraction de positions passionnelles discuterait avec nous d'un bilan raisonné des avantages et inconvénients des diverses solutions énergétiques.

Il y a lieu de signaler que la Fédération Française des Clubs UNESCO a pris l'énergie nucléaire comme sujet général de discussion pour l'année 1976 et semble l'avoir abordé avec un grand souci d'information non orientée.

- **Actions d'information 1976 à l'intention de l'ensemble des milieux démultiplicateurs d'opinion**

En plus des actions spécifiques à chaque branche politique ou professionnelle, leur ensemble regroupant élus, journalistes, enseignants, médecins, pharmaciens, ingénieurs, auxquels on peut ajouter un certain nombre de fonctionnaires, de membres de syndicats et organismes socio-professionnels du clergé, de Cadres d'industries électro-mécaniques, d'architectes, etc., constitue une population qui malgré sa diversité professionnelle se situe par rapport à nos préoccupations à des niveaux de curiosité et de compréhension comparables, ne serait-ce qu'en raison de leur formation de type universitaire et des positions de responsabilité qu'ils occupent dans la société. Il est proposé après avoir précisé les contours de ce milieu :

● d'en effectuer le recensement et, comme cela a déjà été fait pour les professeurs de géographie, économie,

physique, et pour les médecins et pharmaciens, de chercher à réunir les fichiers adresse existants afin de pouvoir faire des envois individuels ;

● de lancer de manière échelonnée une opération générale par la poste pour faire connaître que le centre d'information n° 3 (ou ses ramifications provinciales) peut, sur simple demande, envoyer la documentation nucléaire figurant sur l'index dont un exemplaire ou un extrait serait joint à la lettre ;

● de créer des lieux de rencontre et de discussion :

un « Centre d'Étude des problèmes électro-nucléaires » permettrait des

nouveaux bâtiments du Front de Seine pour que les maquettes de centrales nucléaires puissent être exposées et présentées à des groupes de journalistes, architectes, fonctionnaires, etc. (une exposition publique, même sous le couvert de l'esthétique industrielle n'a pas semblé opportune pour l'instant).

● de rappeler à nouveau aux Cadres de l'Etablissement tout l'intérêt de participer au sein des associations regroupant des membres de professions diverses (Rotary, Lions Club,...) aux discussions sur l'énergie nucléaire. A cet effet, les « conférences-type » assorties de diapositives feront l'objet de mises à jour sans attendre une



échanges vivants par l'organisation de séminaires, stages ou réunions de plus ou moins longue durée. Certaines expériences anciennes (Centre de Nainville-les-Roches) ou récentes (participation de Directeurs de la Protection civile au sein des sessions EDF de formation d'informateurs nucléaires) permettent de penser qu'une telle initiative rencontrerait un accueil favorable. Elle pourrait également s'exprimer par des séminaires décentralisés organisés soit directement par les Directions Régionales, soit avec des concours extérieurs (« Vie publique » l'a déjà envisagé).

L'Institut Français de Gestion a mis un local à notre disposition dans ses

nouvelle édition en cas d'évolution importante de la question.

### 2) dans l'hypothèse d'une reprise de la controverse

Il n'est pas du tout certain que la controverse nucléaire ne rebondisse pas sur le plan national, soit à l'occasion d'un incident, soit à l'occasion de remous politiques ou économiques, soit encore en raison du pouvoir qu'ont certains de mobiliser des médias nationaux lorsque leurs intérêts sont contrariés (différemment le problème de Nogent, aurait-il eu la même résonance nationale ?)

Il faut donc se préparer à subir un nouvel assaut et à tenir en réserve des moyens appropriés à une riposte générale.

L'expérience de 1975 montre que le poids du dramatique et du sensationnel fait pencher la balance des organes d'information dans un sens en général défavorable à nos propos qui ont le désavantage de n'être que rassurants.

Il ne servirait à rien de s'insurger contre cette censure partielle et subtile dont nous avons en fait été les victimes. C'est une donnée objective de nos difficultés et, en prévision du renouvellement possible d'une nouvelle vague antinucléaire, nous devons prévoir de tenir en réserve les moyens nécessaires pour rééquilibrer l'information.

C'est ainsi qu'une nouvelle campagne de publi-information devrait être préparée à l'avance de manière à pouvoir être déclenchée massivement et dans des délais réduits en cas de besoin. Les supports de la campagne 75 ont été des magazines hebdomadaires ou mensuels. Pour toucher un public plus large, la campagne future devrait être étendue aux journaux quotidiens notamment ceux qui sont lus dans les milieux populaires et aux périodiques qui comme « le chasseur français » ont une bonne audience en milieu rural (celui que les sondages montrent comme les plus réticents au nucléaire).

Les bulletins d'information adressés dans les enveloppes de quittances ou par envois séparés à la clientèle B.T., constituent un ultime recours dont il est préférable de réserver l'emploi généralisé (des applications très limitées ont eu lieu) à des circonstances graves.

## II - INFORMATION LOCALE

### 1) études d'opinion prévisionnelles :

Les remous enregistrés localement en 1975 à l'annonce des projets nucléaires ont montré que les réactions des populations voisines des sites devenaient, au même titre que les contraintes techniques ou réglementaires, un élément primordial d'appréciation de la « faisabilité » des ouvrages.

Mais autant les avant-projets techniques et la préparation des procédures font l'objet des examens les plus minutieux, autant les études préalables d'opinion restent encore à introduire comme élément de base dans le système de recherche des sites éventuels. Il serait certainement utile que dès le moment où se dessinent les premières intentions à l'égard d'un site, on

cherche à estimer dans quelle mesure le projet pourra être accepté ou toléré par la population voisine. De telles études sont particulièrement délicates car il ne s'agit plus d'observer les réactions à un mouvement (ou une information) mais de les prévoir dans l'hypothèse où cet événement viendrait à se produire. Certains spécialistes de l'opinion prétendent pouvoir mettre en œuvre un méthodologie discrète adaptée à un tel scénario. Peut-être pourrait-on les mettre à l'épreuve. Leur concours serait précieux s'ils pouvaient nous éviter de nous engager dans des impasses.

### 2) études d'opinion conjoncturelles :

Ce sont les études qui doivent guider les responsables dans le choix de leur programme d'action informative. Or elles sont déclenchées presque toujours à chaud, ce qui en rend la réalisation et l'interprétation difficile.



C'est en effet dans le contexte local que les antagonismes s'exercent le plus directement entre les hommes avec une inévitable passion, celle des opposants bien sûr, mais aussi parfois celle de certains de nos représentants dans leur ardeur louable à remplir une mission en laquelle ils croient profondément.

Aussi les responsables régionaux d'E.D.F. devraient-ils être aidés dans leur appréciation de l'opinion locale par un dispositif d'écoute se situant en dehors du plan émotionnel, et complétant les rapports de ceux qui occupent le terrain.

Les missions itinérantes de M. de BEAUFORT auprès des personnalités locales forment depuis 3 ans, l'essentiel de cet apport complémentaire d'in-



formations. Les analyses d'opinion et sondages adaptés au public de zones peu étendues autour des sites, constituent le deuxième volet de cette information. Ils ont été jusqu'à présent utilisés de manière partielle et sporadique et il serait utile de pouvoir se faire une meilleure idée de l'évolution comparée des opinions publiques locales par des « prises de température » générales et simultanées.

### 3) les actions d'information :

Dès le moment où l'annonce officielle est faite de la possibilité de créer une centrale nucléaire, il est indispensable de répondre aux interrogations de ses futurs voisins. Ce sont les premiers mois après cette annonce qui sont les plus importants, car c'est le moment où les opinions se classent. Il est en effet plus difficile de faire changer quelqu'un d'avis que de l'aider à en acquiescer un lorsqu'il ne s'est pas encore déterminé.

Les motifs d'opposition les plus réels et les plus profonds ne se rapportent pas aux objections générales. Ce sont surtout des craintes d'ordre professionnel, foncier, sociologique, etc..., qui inspirent principalement la contestation du projet. Chaque site a ainsi sa physionomie particulière suivant qu'il est maritime ou fluvial, en zone agricole, touristique ou industrielle, ou suivant qu'il se situe dans une région exprimant fortement son identité par rapport à la Nation.

On ne peut donc préconiser de méthode générale d'approche informative des opinions locales, chaque site étant à apprécier en fonction de ses particularités.

On peut cependant, d'une part rechercher si malgré cette diversité il n'existe pas des constantes se retrouvant dans tous les cas, et d'autre part proposer aux responsables régionaux une panoplie de moyens parmi lesquels ils pourront choisir ceux qui leur paraissent les mieux adaptés et les plus efficaces.

Une constante paraît s'imposer comme résultant de l'évolution même des sociétés occidentales : le pouvoir légal des structures en place est de plus en plus concurrencé par le pouvoir de fait de groupes exerçant leur action au niveau de la base de la population. S'agit-il des prémices de la démocratie directe souhaitée par certains, ou de la montée de groupes de pression qui s'érigent contre le système en place, en attendant d'y trouver un statut réglementaire ? Quoi qu'il en soit l'activité souterraine et l'impact des groupes antinucléaires deviennent tels qu'ils arrivent parfois à entraîner les milieux traditionnels (ne voit-on pas dans d'autres pays occidentaux certaines églises s'associer à la lutte contre les centrales nucléaires ?) En tout cas, ils suscitent au moins le trouble chez les élus locaux tenus pour responsables de décisions réputées contraires aux intérêts les plus fondamentaux de la population, et parfois les pressions deviennent menaces. On peut observer d'autre part que dans quelques pays ces groupes ont déjà acquis les moyens réglementaires de s'exprimer (« hearings » allemands ou américains) (2), et il n'est pas évident que les procédures françaises d'autorisation ne s'orientent pas vers des modalités où le partenaire du promoteur de centrale ne serait plus uniquement l' élu local traditionnel sous le couvert de l'Administration.

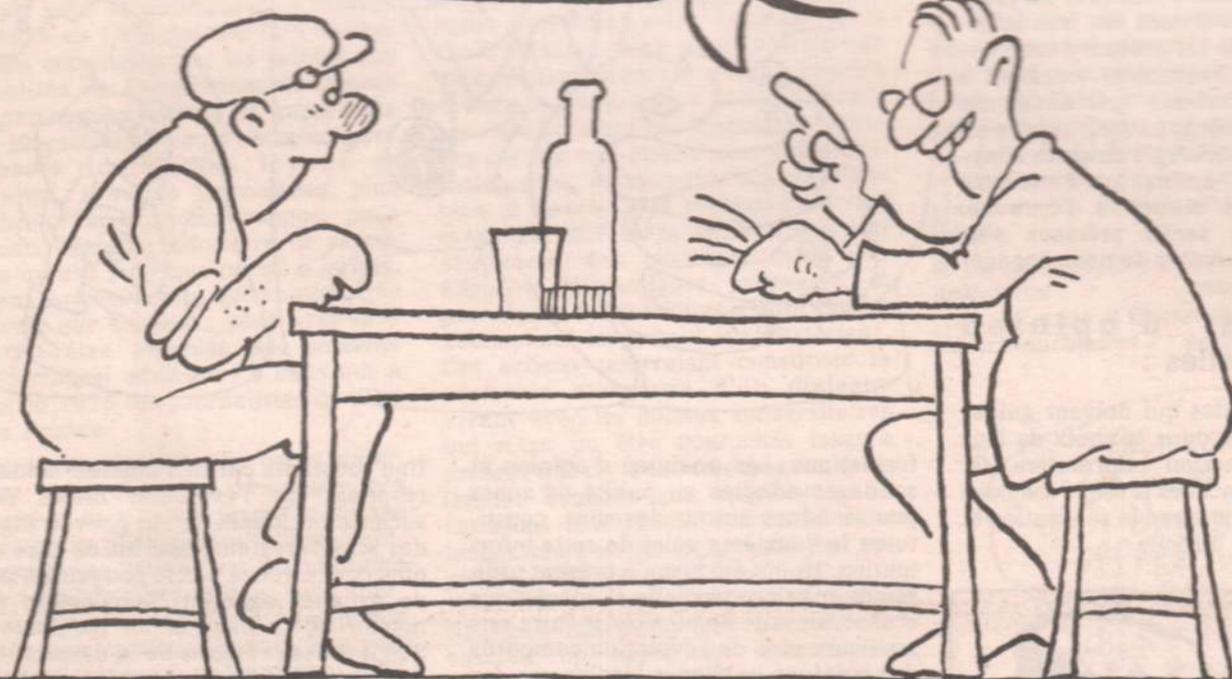
Comment tenir compte de cette évolution de notre société dans les actions d'information locale ? Il faut d'une part renforcer nos contacts avec les élus locaux, et d'autre part les soutenir en exerçant une information directe sur la population pour tenter de contrecarrer l'influence des groupes d'opposants s'exerçant à la base.

On se limitera ci-après à une simple énumération des principales interven-

(2) A Wyhl, le 31 janvier 1976, une nouvelle étape vient d'être franchie, 14 simples citoyens étant cosignataires avec un Ministre du Land et les promoteurs du projet d'un protocole d'accord sur le début des travaux de construction de la centrale nucléaire.

## EXCLUSIF : L'EDF PREND LES FRANCAIS POUR DES CONS

Il est en effet plus difficile de faire changer quelqu'un d'avis que de l'aider à en acquérir un lorsqu'il ne s'est pas encore déterminé.



tions possibles, qu'il s'agisse de rappeler ce qui est déjà réalisé ou a déjà été proposé (3) ou d'émettre de nouvelles suggestions. Il ne peut y avoir parmi ces moyens de remède miracle, mais la conjugaison de plusieurs d'entre eux choisis dans chaque cas en fonction de la physionomie particulière du site et de l'évolution de la situation, pourrait nous mettre dans une meilleure position pour l'aboutissement de nos projets.

### - Information des élus locaux :

- coordination de l'annonce des diverses décisions (simple possibilité de s'intéresser à un site, lancement d'études, de sondages) de façon que les maires n'en prennent pas connaissance par des voies indirectes ;
- documentation adaptée aux besoins des maires (plaquette en cours d'édition par le Ministère de l'Industrie, actions possibles par l'intermédiaire de bulletins et magazines municipaux) ;
- visites d'ouvrages en exploitation en France ou à l'étranger et contacts avec les élus locaux des communes visitées ;
- étude des problèmes spécifiques de la commune pour leur harmonisation avec le projet de centrale, avec débouché éventuel sur une intervention en nature d'EDF pour les résoudre avec les moyens du chantier (le maire n'est plus « acheté » par la taxe professionnelle, des partenaires s'associent pour des réalisations en commun) ;
- commission de liaison permanente sous l'égide des élus locaux. Ce dispositif, à la frontière de l'information des élus et de la population permettrait de limiter les apports « étrangers » au dialogue local, de substituer aux

rencontres sauvages que sont fréquemment les réunions publiques un dispositif d'échange organisé, dont les comptes-rendus remis à la presse locale fourniraient à la population une information équilibrée.

### - Information directe des populations :

- en créant des lieux et occasions de rencontre où chacun peut se rendre pour recueillir l'information, (la partie de la population qui se déplacera est a priori la plus intéressée et la plus active).
- centres d'information au cœur de l'agglomération (Nogent-sur-Seine),
- centres d'information sur les sites en phase provisoire puis en phase définitive (cf. solutions préconisées par groupe de travail « belvédères »),
- expositions temporaires dans des locaux municipaux (maquettes des centrales et de leur intégration dans le site, matériel léger en cours de fabrication par la SODEL),
- exposition mobile (camion d'information « aux sources de l'électricité ») réaménagé récemment pour tenir compte de sa première année d'expérience,
- réunions publiques : se référer aux recommandations déjà formulées,
- communication par écrit ou par téléphone (boîte postale et numéro spéciaux affectés à l'information nucléaire).
- En émettant une information pénétrant dans les foyers et tendant à toucher l'ensemble de la population.
- émissions régionales de télévision. Susciter interviews et reportages et mettre à la disposition des journaux télévisés régionaux les produits de la

banque d'images filmées constituée depuis fin 1974,

- journaux régionaux et locaux :
  - S'assurer que chaque rédacteur traitant du problème nucléaire a bien un partenaire E.D.F. pour l'informer,
  - Même vérification à opérer auprès des correspondants locaux des journaux,
  - Associer les journalistes aux visites, réunions, séminaires,
  - Leur faciliter la tâche par une documentation adaptée à leurs besoins personnels, y compris pour ceux qui le désirent par l'utilisation à leur convenance des articles pré-rédigés adressés aux Directions Régionales,
  - Adresser aux journaux des déclarations ou articles signés de responsables E.D.F., et solliciter des interviews les faisant mieux connaître de la population,
  - Engager dans un sens plus large les agents de l'Etablissement à faire part de leur position par l'intermédiaire du « courrier des lecteurs »,
  - Aider l'ensemble de cette action en fournissant sur le plan national aux agences de presse spécialisées dans la documentation des journaux de province, le maximum d'information sur les activités nucléaires.
- plaquette (type Fessenheim et Bugey) argumentant à la fois sur le plan général et sur le plan local avec renseignements spécifiques au site (tâche thermique, couloirs de lignes, population temporaire du chantier, calendrier du programme, etc...),
- bulletins d'information périodiques adressés dans les foyers à partir du fichier adresse de la clientèle des communes considérées (zone de Montjean),

- action de porte à porte et de bouche à oreille notamment par les assistants résidentiels : la meilleure voie de pénétration pour les groupes d'opposants, et probablement pour nous si nous en trouvons les moyens.

- En suscitant une animation autour de nos activités et de nos ouvrages :
  - par des visites de centrales à l'intention de membres d'associations et communautés diverses et des contacts avec leurs homologues de la commune visitée,
  - lorsque le chantier est ouvert, journées de rencontre entre la population et les constructeurs de l'ouvrage,
  - utilisation de la ceinture du périmètre de la centrale pour des points d'accueil touristique, des dispositifs d'observation de la nature, des parcours écologiques ou d'entretien physique, etc... (un projet a été étudié pour le site de Fessenheim).

## III. INFORMATION INTERNE

L'information du personnel est appelée à se poursuivre, en 1976, sur les bases du programme déjà défini en 1975. Les principales actions sont :

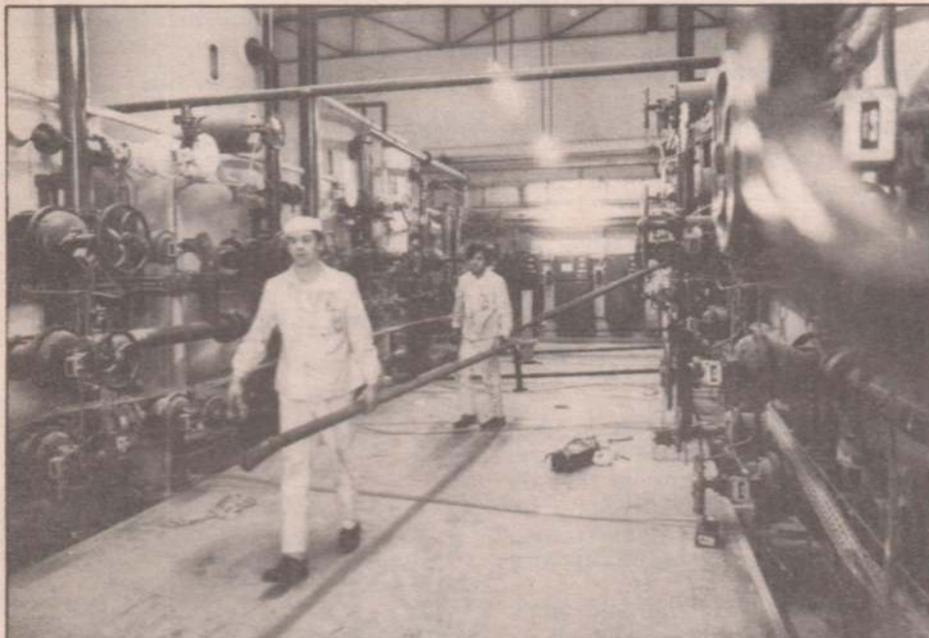
- pour l'ensemble du personnel :
    - les encarts sur l'énergie nucléaire insérés dans les numéros de « la Vie Électrique »,
    - la mise à disposition du personnel par le Centre de Documentation n° 3, des titres figurant dans l'index,
    - le film pédagogique en animation sur les centrales PWR, qui est sorti fin 1975, et sa reproduction en vidéo-cassettes, ainsi que celle de plusieurs films du C.E.A.,
    - les tournées du camion d'information nucléaire.
  - pour le personnel de la Distribution :
    - les séquences nucléaires du magazine vidéo de la Distribution,
    - la brochure remise aux agents en contact avec le public,
    - les nombreuses réunions d'information et visites d'ouvrages.
  - pour les Cadres appelés à démultiplier l'information :
    - les sessions de formation d'informateurs nucléaires, (161 Cadres formés à fin 1975), la documentation qui leur est ensuite envoyée régulièrement, et les sessions de recyclage,
    - les sessions d'entraînement aux débats publics (67 Cadres à fin 1975),
    - la refonte en cours de l'argumentaire nucléaire par un groupe de travail ad'hoc,
    - les numéros spéciaux du Bulletin d'Information des Chefs d'Unité (3 en 1975).
- Mais comme pour toute action de communication interne, la mise en œuvre de l'ensemble de ces moyens est avant tout affaire de disponibilité.
- Texte communiqué par le service des fuites des Amis de la Terre.**

(3) cf. note du 31 janvier 1975 sur « centrales nucléaires et l'information du public ».

# UN DEBUT DE REVOLUTION

## les travailleurs de l'hydraulique refusent de faire du nucléaire

fotolib



Des travailleurs à St Laurent-des-Eaux : « vivement la quille ! »

« Le nucléaire doit attendre. L'hydraulique peut fournir plus d'emplois. » La section CFDT de Neyrpic, qui fabrique la cuve de Super-Phénix, vient de prendre une position très critique sur le projet de surgénérateur. Comme la CFDT nationale, elle demande un moratoire sur le programme nucléaire prévu par le gouvernement. Tout en exigeant la poursuite d'études sur le réacteur rapide, la CFDT de Neyrpic souhaite que la société fasse en priorité des équipements hydrauliques :

« Aujourd'hui, les trusts Alsthom-Atlantique et Creusot-Loire coupent Neyrpic en deux pour se le partager. Pourquoi ? Avant tout parce que Creusot-Loire veut le monopole de toutes les fabrications nucléaires et en particulier de Super Phénix pour lequel Neyrpic est considéré en bonne position technique.

Ce démantèlement de Neyrpic est donc une des nombreuses conséquences du programme électronucléaire français qui a été décidé sans aucune consultation et qui sert de prétexte aujourd'hui

pour manipuler comme des pions des dizaines d'entreprises et des milliers de travailleurs.

La section CFDT de Neyrpic, en accord avec la confédération nationale et après consultation de ses adhérents, déclare :

- il faut suspendre le programme électro-nucléaire français,
  - il faut organiser un débat et une consultation nationale à tous les niveaux,
  - il faut exiger que EDF relance les investissements hydrauliques capables d'assurer notre emploi.
- Il faut suspendre le programme nucléaire parce que :

1) Le risque nucléaire est sans commune mesure avec les risques industriels connus jusqu'ici. La « pollution » par le plutonium menacera notre vie pendant des dizaines de siècles ! Et la solution industrielle pour éliminer les déchets nucléaires n'existe toujours pas. Alors nous refusons que la France devienne le champ d'essais mondial du nucléaire avec nous comme cobayes !

2) Les autres sources d'énergie sont totalement sacrifiées (hydraulique, eaux chaudes souterraines, énergie solaire, énergie du vent). D'autre part, les économies d'énergie sont interdites par la soif du profit qui pousse systématiquement au gaspillage.

3) Il est faux de prétendre que l'augmentation de la consommation d'énergie entraîne automatiquement le progrès social. Pousser la consommation en augmentant les inégalités, en dégradant les conditions de travail, de déplacement et d'habitat, ce n'est pas un progrès.

4) Avec le « tout-nucléaire », la société prendra des maladies pernicieuses et incurables :

- hypercentralisation (suppression des entreprises indépendantes, concentration des pouvoirs à Paris), du nucléaire et par la même occasion pour mater les mécontents,

- Accroissement du chômage car on investit toujours dans le même « panier » nucléaire,

- Soumission accélérée des travailleurs et des habitants face aux technocrates qui seront seuls à « comprendre » et à commander.

5) Les centrales nucléaires ne sont sûrement pas aussi « belles » qu'on nous le raconte. Dans le calcul de rentabilité, on n'a pas tenu compte des pannes durant des mois, de l'augmentation certaine des prix de l'uranium, de l'élimination réelle des déchets.

Quant à l'indépendance, c'est un leurre car l'uranium provient en majeure partie de l'étranger, et les prix ne vont pas tarder à monter comme ceux du pétrole. Enfin, la sécurité sera d'autant plus incertaine que les centrales seront nombreuses, que les usines de retraitement seront embouteillées (surtout La Hague).

## SUPER PHENIX N'EST PAS TOUT, NEYRPIIC PEUT VIVRE AUTREMENT

1) Que vaut Super Phénix pour Neyrpic ?

- Pour les fabrications, Super Phénix est en gros équivalent au travail fourni par des affaires hydrauliques comme Agua Vermelha ou Rock Island. Pour l'année la plus chargée (1978 ?), Super Phénix représentera un tiers de la capacité du mécano-soudage et un septième de celle de la mécanique.

Pour les études, Super Phénix signifie du travail pour cinquante personnes pendant deux ans, soit environ quatre fois les études d'une affaire hydraulique comme Agua Vermelha. Mais bien entendu, cette valeur importante ne se répètera pas car il s'agit d'un prototype premier de son genre.

2) Peut-on faire autre chose à Neyrpic ?

Oui, et très facilement. Si l'EDF réalisait trois équipements hydrauliques reconnus comme rentables (par la commission sénatoriale Pintat) à

savoir : Embrun sur la Durance, Ferrières sur l'Ariège, Proulieu sur l'Ain, cela représenterait la même charge de travail que Super Phénix pour Neyrpic (et cela coûterait à EDF presque 20 fois moins cher que Super Phénix). (Tous les chiffres sont disponibles à la section CFDT).

Autre exemple local : l'équipement de la moyenne Isère en aval de Grenoble fournirait lui aussi à Neyrpic la même quantité de travail que Super Phénix. A noter que ces équipements sont vigoureusement demandés par l'intersyndicale EDF de Chambéry. N'oublions pas que l'énergie d'origine hydraulique présente de nombreuses avantages, en particulier la longue durée de fonctionnement.



Le dessus du réacteur

Nous ne doutons pas que nos collègues du DAN fassent leur travail le mieux possible, mais même si Super Phénix peut représenter une technique à défendre, il faut bien voir que de nombreux éléments du problème nucléaire en général échappent aux travailleurs de Neyrpic. Alors, ayons le courage de dire qu'il y a trop d'incertitudes, trop de camouflage, trop peu de démocratie dans les décisions du programme nucléaire et qu'il est urgent d'exiger sa suspension avant d'envisager sa reprise sur d'autres bases. Ceci implique d'ailleurs de continuer les études sur Super Phénix.

Pour l'emploi, ne cédon pas au chantage, car le nucléaire n'est pas un miracle et si l'EDF mettait dans l'hydraulique l'argent qu'elle met dans le nucléaire, il n'y aurait aucun problème pendant longtemps à Neyrpic. »



ça, sans nous prévenir. Nous décidâmes (enfin je décidai) d'aller nous réchauffer d'une tasse de thé anglais au Pub Odéon. Après une demie-heure d'attente, le garçon nous servit un souchong fumé corsé à point qui nous rasséra tout de go. Comme pressé par mes obligations professionnelles j'avais à peine déjeuné, je commandai un « toast complet », à savoir deux tranches de pain de mie, un rectangle de beurre Virlux et de la confiture made in France. Pour cette merveille je dus déboursier 5 F plus le service. Mais qu'importe la note pourvu qu'on ait l'ivresse... On causait doucement du dernier salon, d'Higelin, de la grande misère des plantes grasses et du mal qu'on prend à vivre dans ce monde-là.

Et puis vint trop tôt hélas l'instant pinçant de la séparation. Elle prit la direction Clignancourt et moi la direction Orléans. C'était un dimanche de novembre et nous vous conseillons d'aller rapides voir ce beau film dont je vous rappelle une dernière fois le titre avant de conclure : « Edvard Munch, la danse d'une vie ». We shall meet again. If your memory serves you well.

Laurent Samuel



didier boulet

## EXPOSITION

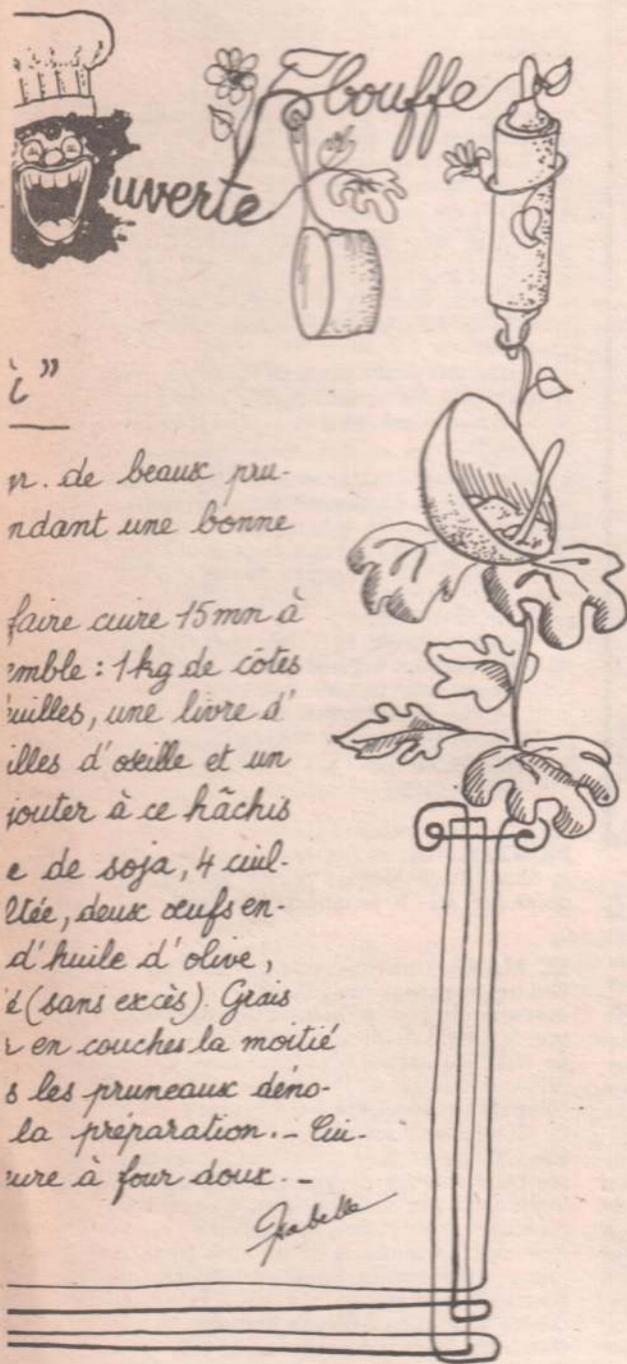
Une exposition de jeux et de jouets artisanaux vient de s'ouvrir à la Maison des métiers d'art. 28, rue du Bac, à Paris (7<sup>e</sup>).

Des œuvres d'artisans de tous les coins de France sont déposées jusqu'au 7 janvier.

Des grands insectes en bois tour-

né, des animaux à bascule en contre-plaqué entièrement démontables (notre photo) voisinent avec d'étranges marionnettes en bois, teintées en camaïeu. Une marotte se cache derrière ses nippes tissées. On la doit à Barbara Poretzky qui a su tirer partie de tas de petits morceaux de tissus récupérés. Elle expose d'ailleurs, à l'étage en dessous, de magnifiques tapisseries qui valent un large coup d'œil. Beaucoup d'autres jouets encore, en terre, en fer, en pâte à modeler, en céramique, en carton, etc. Ce n'est pas encore demain, qu'on les verra sous l'arbre de Noël, multiples, variés et beaux, remplacer les tanks, les horribles poupées qui pleurent et racontent d'importe quoi, ou les panoplies de CRS et de parfaites ménagères. Mais on soulève là plusieurs problèmes, dont nous aurons peut-être l'occasion de reparler.

La Maison des métiers d'art est ouverte du mardi au samedi de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Cette exposition a lieu jusqu'au 7 janvier.



## BOUQUINS

### LA SOI-DISANT UTOPIE DU CENTRE BEAUBOURG

par Gustave Affeulpin. Editions Entente. 200 p. 29 F.

Arrivé à point nommé avant l'inauguration de la grande quincaillerie du Centre d'Art et de Culture Georges Pompidou, ce livre raconte l'histoire de ce que pourrait être un autre Beaubourg, à l'inverse du premier. Ou plutôt, au-dessous : les fondations du bâtiment actuel se prolongeant des dizaines de mètres sous terre, pour abriter des étages et des étages de locaux libres. Bien sûr, ces locaux deviendraient le temple d'une autre culture, en marge de l'officielle, envahis d'abord par les jeunes motards, puis par les « artistes », pour par les vieux, puis par tout le monde : le peuple de Paris entrant dans la caverne de Platon non pour y trouver l'ombre de la vie, mais la vie.

La vie, c'est-à-dire la création. Les hôtes du Beaubourg ne s'appellent pas citoyens ou camarades, mais créateurs. Curieuse idée d'avoir imaginé le lieu où s'exprime la vie à cent pieds sous terre. Les amateurs d'interprétations psychanalytiques ne manqueraient pas de supputer. Toujours est-il que, de ce creuset où s'élabore un nouvel art de vivre, une société profondément libertaire et chaleureuse voit le jour, au sens strict du terme, puisque peu à peu les Beaubourgs, comme on les appelle, font surface et contaminent toute la population. Une façon poétique de suggérer qu'une pratique marginale pourrait déboucher un jour sur une société tout entière.

Le livre de Gustave Affeulpin fait partie de la collections Antidotes, apporte à tous ceux qui œuvrent pour modifier doctrines, valeurs et méthodes et se situent en marge de la pensée généralement admise. Ce n'est pas un hasard si le centre Beaubourg, haut-lieu de tous les académistes, a été choisi par l'auteur comme contre-point de son projet provoquant de société « alternative ».

C.D.

## Les autoréductions

Grèves d'usagers et luttes de classes en France et en Italie/1972-1976

0,07=0,48?

Les patrons paient l'ord. d'électricité con-  
Nous payons " " " "

EDF NOUS FAIT PAYER  
SON PRODUIT NUCLEAIRE  
QUI NOUS TUE !  
LES PATRONS NOUS FONT  
PAYER L'ELECTRICITE  
POUR LEURS USINES  
ENSEMBLE LUTTONS CONTRE L'EXPLOITATION  
REBONS COLLECTIVEMENT  
Les AUGMENTATIONS

CHRISTIAN BOURGOIS ÉDITEUR

LES AUTOREDUCTIONS. Grèves d'usagers et luttes de classes en France et en Italie (1972-1976). Yann Collonges et Pierre Georges Randal, éditions Christian Bourgois.

A Milan, les ouvriers de l'Alemagna en grève ont peint sur les murs de l'usine occupée : « Nous pissons et vomissons dans les petits pains que nous produisons. »

Une des plus grandes grèves d'usagers de l'histoire. Plusieurs centaines de milliers d'Italiens ont refusé de payer l'augmentation de leurs factures d'électricité. Yann Collonges et Pierre Georges Randal ne sont pas contents de rassembler des faits sur les autoréductions d'électricité, de transports, de téléphone, sur les occupations de maisons vides, les « achats politiques ». Ils en font une analyse politique : « Si le mouvement des autoréductions a pu

se développer à une échelle de masse, c'est qu'il existait en Italie des luttes d'usine particulièrement fortes et permanentes... Les conflits sortent de l'usine. Ils investissent le terrain social grâce à la force qu'ils ont conquise dans l'usine, et reprenant toutes les contradictions de la société capitaliste, les reportent en usine pour relancer le combat. Les conseils d'usine ont servi directement pendant les autoréductions au rassemblement des quittances d'électricité. »

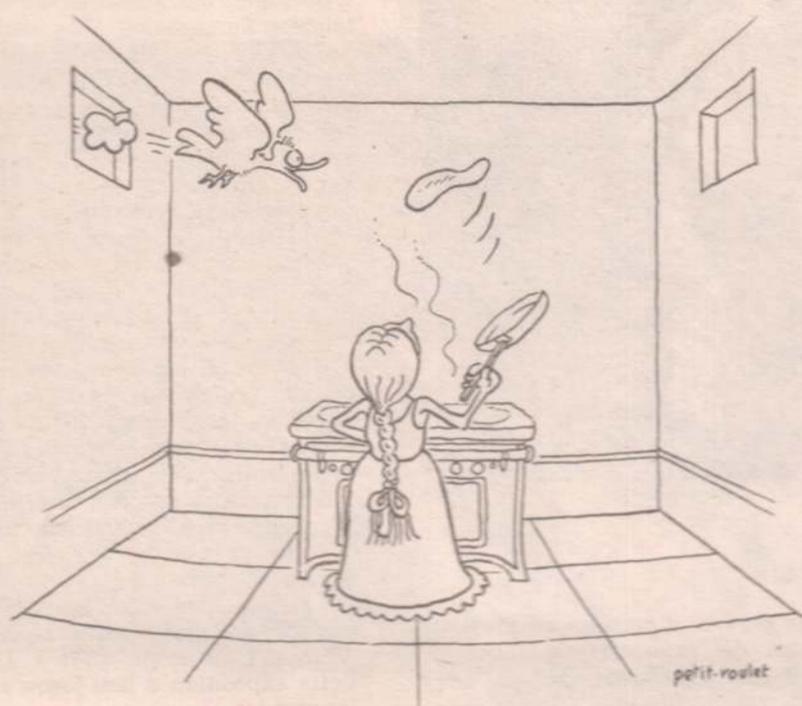
L'originalité de ce mouvement, c'est qu'il est parti de la base : des usines ou des comités de quartier. Les syndicats ont tenté de le « canaliser » en exigeant des négociations sur la baisse des tarifs. Pour les partisans de l'« autonomie ouvrière », les autoréductions doivent au contraire « s'étendre à tous les éléments de la vie quotidienne, être l'occasion d'une auto-organisation des travailleurs aussi bien sur la base du quartier que de l'usine, et devenir un phénomène permanent, construction d'un « pouvoir ouvrier » sur toute la société. »



Très complet sur l'Italie - malgré l'emploi incessant d'un jargon marxiste quelque peu irritant -, ce petit livre ne donne par contre que des informations fragmentaires sur la France. Les annexes regroupent juste quelques textes sur les refus de hausse de loyers, les comités de chômeurs, les « 15 % EDF », etc. Les informations sont chiches, l'analyse sommaire. Ce livre aurait dû s'intituler « les autoréductions en Italie ». On attend un deuxième volume de la même qualité sur « les autoréductions en France ».

Laurent Samuel

# SUR LE TERRAIN



## lutte anti-nucléaire

**ESPAGNE.** La population du Bas Aragon s'oppose vivement au projet de construction d'une centrale nucléaire à Escatron. Ils ont constitué une association, la DEIBA (Défense des intérêts du Bas Aragon) qui organise une manifestation sur manifestation. Une centrale thermique existe à Escatron, brûlant le lignite de la mine d'Andorra, dans la province de Terruel. C'est sur l'emplacement de cette installation, que l'on veut démanteler, que l'on pense construire la centrale nucléaire.

La DEIBA dénonce l'hypocrisie des promoteurs - les électriciens nationalisés Enher et Endesa (75 % des parts) et Electricitas Réunidas de Zaragoza - qui ont camouflé les sondages géologiques sous de prétendues recherches de charbon... Elle demande la démission d'autorités locales complices. Dans le travail d'information qu'elle a entrepris, elle met l'accent sur le fait que la région n'a nullement besoin de cette centrale pour sa demande en électricité. Selon elle, les promoteurs ne sont intéressés que par les disponibilités en site et en eau de refroidissement (l'Ebre) de cette zone entièrement rurale.

**FONTENAY SOUS BOIS.** Samedi 18 décembre, à 20 h 30, projection d'un film « **Condamnés à réussir** », à la Maison pour tous, rue Gérard Philippe. La séance est organisée par le groupe de Fontenay des Amis de la Terre du Val de Marne. Leur adresse : 11, avenue des Olympiades, 94120 Fontenay sous Bois.

**LIVRY-GARGAN.** Le comité de réflexion et d'information sur le nucléaire organise une **réunion d'information**, le vendredi 17 décembre à 20 h 30, salle Dunant. La projection du film de la CFDT « **Condamnés à réussir** » et de nombreuses diapositives, sera suivie d'un débat. La banlieue parisienne se réveille, Nogent n'est pas loin.

**TOULON.** Exposition, film, débat sur le nucléaire, le vendredi 10 décembre, à 20 h, salle Mozart, Bd Général Leclerc. Pour tout contact : Libre pensée, cercle J. Rostand, ex-caserne Lamer, rue Montebello, 83000 Toulon. Permanence le samedi après-midi.

**DE BOURGES A MONTARGIS,** la tournée du clown atomique continue. Il sera, le vendredi 10, à la salle des fêtes de la **Charité sur Loire**, le lundi 13 décembre, à la salle des fêtes de **Cosnes**, le mardi 14, à 17 h 30, au **lycée Pothier d'Orléans**, le mercredi 15 à la **MJC d'Orléans** - La Source, le jeudi 16, salle Hardouineau à la **mairie d'Orléans**, le vendredi 17, au foyer des jeunes travailleurs, aux **Rottes**, à **Vendôme**, le samedi 18 au foyer des jeunes travailleurs de **Montargis**. Bonnes soirées ! Pour tous renseignements, adressez-vous soit au comité antinucléaire de l'Orléanais, 62, rue du Petit Pont, 45000 Orléans. Tél : (38) 87.38.19 ; soit au mouvement pour l'écologie, le respect de la Loire et son environnement, 9, quai d'Aval, 58400 La Charité sur Loire. Tél : (86) 70.06.07.

**BELLEVILLE SUR LOIRE (Cher).** Environ 500 personnes se sont retrouvées, le samedi 27 novembre, sur la place de Belleville, lieu finalement retenu pour l'implantation d'une centrale nucléaire. La FDSEA et l'Association du Val de Loire pour la qualité de la vie, étaient à l'origine de ce regroupement. La présence de nombreux paysans et notamment du fermier du domaine de la Glas, appartenant à la ville de Paris, et visé par EDF, a prouvé la détermination de la population. Le préfet, le maire et autres sbires furent gentiment pourchassés dans leur promenade inaugurale d'une immense place, qui n'en verra peut-être jamais autant. Les élus ne trouvèrent guère d'autres attitudes que de ricaner jaune sous la protection des gendarmeries de tout le secteur. Encore une fois, était déploré le manque de coordination entre les différentes organisations. Il semble que des actions sur les marchés, des permanences dans les villages, de l'information soient mises en route prochainement dans la région. Voir adresse du MERLE dans le chapitre : « De Bourges à Montargis ».

**TOULON.** Création d'un comité antinucléaire dont le siège se trouve chez Robert Sacon (BP 68, 83051 Toulon). Vendredi 11 décembre, projection du film suédois « **Voyage dans les centrales de la Terre** » à 20 h 30, salle Mozart, Bd de Strasbourg.

**LAON.** Un journal de quatre pages est distribué gratuitement par la municipalité UDR à Laon et dans la région. On pouvait lire, dans le numéro de novembre, une page d'intox insidieuse ayant pour titre : « **Pourquoi construire Super Phénix ?** » Quelques bon passages : « notre pays est placé devant des nécessités et non pas seulement devant un choix... De nombreux atouts économiques : la compacité du cœur, l'absence de pression du réfrigérant, la construction de cuves sur le site, permettent de concevoir - en toute sécurité - des unités de très grande puissance. Ce qui est évidemment très favorable à l'abaissement du prix du kW installé qui conditionne en majeure partie le coût du kWh nucléaire... Les réticences d'ordre politique ou écologique manifestées ici et là, et sans fondement sérieux d'ailleurs, pèsent peu au regard de l'intérêt qu'il y a pour le pays, pour son développement économique et finalement pour son indépendance, à aller plus loin dans son programme nucléaire... etc. etc. » N'ayons donc plus d'inquiétude, tout va bien, on est juste un peu trop bête pour comprendre.

**LYON.** Le lundi 13 décembre, à 20 h 30, salle des réunions industrielles, palais du commerce, place de la Bourse, Pierre Bressy fera une conférence sur les dangers des rayonnements ionisants, suivie d'un débat ; le même programme sera présenté le mardi 14 décembre, à 20 h 30, à la maison des jeunes d'Annonay et le jeudi 16 décembre, à 20 h 30, au centre social protestant rue Faventines, à Valence.

**CASTRES.** A la suite d'une demande de permis de recherche d'uranium dans le Tarn, le comité nucléaire de l'Association syndicale des familles de Castres, a adressé une lettre ouverte aux élus locaux, ainsi qu'aux syndicats, partis politiques et diverses associations de la région, pour leur demander de préciser leur position. Un certain nombre de réponses sont parvenues. Mais alors que plus de deux mois se sont déjà écoulés, aucun maire des vingt et une communes intéressées n'a jugé bon de faire connaître son point de vue. Sans doute ne se sentent-ils pas concernés...

## anti-militarisme non-violence

**LA PORTE DE VIRAGE** est un centre de rencontre et de documentation sur la non-violence qui s'est implanté dans l'Oise, il y a un an. Il est situé dans une maison dont l'aménagement n'est pas tout à fait fini, au cœur d'Uilly-St-Georges. Elle permet d'accueillir 20 à 30 personnes, durant les week-ends, sessions, rencontres qui y sont régulièrement organisés. Un permanent Guy, vit sur place. Il y en aura peut être bientôt un deuxième.

Les objectifs :

- permettre une première information ou une réflexion plus approfondie sur l'action et les luttes non-violentes durant des week-ends ou des sessions de durée variable (3 à 15 jours).
- instaurer un débat permanent face à tous les problèmes actuels, ceci dans une analyse globale et une approche non-violente.
- s'intégrer dans la vie locale en nous ouvrant au village afin de découvrir le vécu quotidien.
- donner aux participants de ces rencontres la possibilité d'aborder une vie communautaire dynamisante dans un lieu d'échanges privilégiés.

La prochaine rencontre sera les 11 et 12 décembre sur « **la découverte de la non violence** ». Du 19 au 24 décembre aura lieu le chantier de Noël (travaux dans la maison) autour du thème « **énergies douces** ». S'inscrire une semaine à l'avance. Prévoir 20 F par jour et son duvet !

Le toit de la maison nécessite une intervention de réfection urgente. Une souscription spéciale est ouverte, ainsi que le C.C.P. sous le n° 35 197 30 La Source libellé au nom de la Porte du Virage, mention « toiture ». La porte du Virage, 15, Grande rue, 60730 Uilly-Saint-Georges.

**MONTAUBAN.** Le centre culturel présente le film « **Tu ne tueras point** » le lundi 13 décembre, à 21 h, au cinéma « Le Paris ».

**LE MANS.** Une vingtaine de militants du comité manseau de soutien à Claude Besnard, ont occupé, le mercredi 24 novembre, le centre de documentation de l'armée de terre du Mans. Claude Besnard est en prison préventive à Metz depuis sept mois. Il comparaitra prochainement devant le TPFA de Metz, pour insoumission. Sa demande de statut d'objecteur de conscience lui fut refusée pour manque de motivation, puis pour forclusion. L'occupation s'est passée sans problème, probablement en raison du relatif isolement du centre et de sa faible fréquentation. Auparavant, une distribution de tracts avait été faite sur un marché. Le comité de soutien à Claude Besnard, 56, rue Gambetta, tient une permanence le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> mercredi de chaque mois, à partir de 18 h.

## SEMI-LOCK OUT A LA HAGUE

Aussitôt terminées les Assises du Nucléaire de Cherbourg (26 et 27 novembre), les sanctions ont commencé à pleuvoir sur les grévistes de la Hague. Une cinquantaine de blâmes a été généreusement distribuée. Six des ouvriers les plus en vue doivent passer en conseil de discipline au mois de janvier prochain, pour avoir refusé d'effectuer un travail de vidange demandé. Leurs camarades ont proclamé leur solidarité en exigeant d'être sanctionnés aussi, puisqu'ils se sont tous rendus coupables « de vouloir défendre leur peau ». Mais le plus grave est la mesure de lock-out, qui frappe essentiellement les travailleurs du CEA ayant omis de signer leur lettre d'engagement à la COGEMA : six cents personnes environ, réduites à vingt heures de travail et à un demi-salaire. Une action en justice est en cours contre l'administration générale du CEA, conduite par M<sup>e</sup> Roussel, du barreau de Caen et M<sup>e</sup> Ligier, de Cherbourg. En attendant, la grève continue pour le refus de la privatisation du CEA. Même les vidanges terminées, la production du plutonium est toujours suspendue.

C.D.

Jean-Claude Masse.  
63, rue de la Valette  
50120 Equeurdreville.  
BNP - Cherbourg 346 58 55

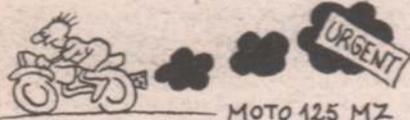
**ALLIER.** Daniel Bret, un biologiste lyonnais, animera des rencontres sur le nucléaire, le mercredi 8 octobre, à 21 h, à Vichy, le jeudi 9 décembre, à 15 h, à Montluçon. Le choix des salles n'est pas encore fixé, à l'heure où nous mettons sous presse, essayez de vous renseigner sur place.

**TOULOUSE.** Mardi 14 décembre, de 18 h à 24 h, **soirée d'information sur Malville et La Hague**, au Palais des congrès (parc des expositions). Au programme : une conférence de presse, à 18 h, suivie de la projection d'un film sur Malville et de celui sur le centre de retraitement de La Hague : « **Condamnés à réussir** ». Vous pourrez aussi vous ravitailler aux stands d'alimentation biologique. Cette soirée est organisée par l'Association toulousaine d'écologie, 18, rue des Pénitents gris, 31000 Toulouse, et également par le comité antinucléaire, le PSU, Environnement et humanisme et le GIAM.

**PERQUISITION A COMBAT NON VIOLENT.** Mercredi 24 novembre à 14 heures, la police judiciaire de Grenoble a perquisitionné simultanément les bureaux du journal « Combat non violent » et le centre de rencontre des Circauds, situé à 12 kilomètres de là.

Dans le cadre de l'enquête menée par le Juge d'instruction Fournier, qui a déjà inculpé M. Cédric Philibert et Mlle Jacqueline Tréherme, et quelques 65 jours après le vol des documents ORSEC-RAD à la préfecture de Grenoble, la police judiciaire est venue s'assurer que le Journal « Combat Non violent » ne possédait pas les originaux de ces documents que ce dernier a publié intégralement dans son numéro 111 d'octobre 76.

La police judiciaire a profité de cette « visite » pour consulter largement le fichier des abonnés et la comptabilité du Journal. Par ces méthodes, c'est toute la presse libre et militante qui est mise en cause. Bien entendu les inspecteurs de la P.J. se sont heurtés au mutisme de rigueur d'une équipe qui a fait son travail de journaliste en publiant une information que le gouvernement « démocratique » cachait depuis longtemps. A l'issue de trois heures de perquisition, deux procès verbaux ont été dressés arbitrairement contre deux des membres de la rédaction.



ayant peu roulé (2500 kms) sacrifiée à 1500 F. Joindre Arthur par lettre ou téléphoner au journal.

**RENNES.** Le groupe non violent organise tout au long du mois de janvier, des réunions d'information et de réflexion sur la non violence. Le programme n'est pas encore très défini, mais on peut déjà en donner un aperçu. Le samedi 8 et dimanche 9 janvier : week-end animé par G. Nicolas qui parlera de son expérience sur le Fri lors de sa croisière à Mururoa ; le jeudi 13 : soirée Larzac ; le samedi 15 et dimanche 16 : week-end de réflexion sur le thème Gandhi et notre temps ; le mercredi 19 : non violence et problème breton ; le lundi 24, soirée sur le nucléaire avec le Crin de Rennes ; le mardi 25 : débat avec De Bollardière, etc. Pour tous renseignements ou apports d'idées, contacter J.L. Ledys, 21, rue du Champ du Moulin, 35510 Cesson Sevigné.

**CHAMBERY.** L'ancien CLO a disparu. Provisoirement, pour toute information et tout problème concernant l'objection de conscience, s'adresser à Louis Marmoex, 27, avenue Jean Jaurès 73000 Chambéry. L'ancienne adresse est annulée. Un renvoi collectif de livrets militaires est lancé.

**DECOUVERTE DE LA NON VIOLENCE** sera le thème de la prochaine session organisée par le centre « La porte du virage », 15, grande rue, 60730 Ullly St Georges, les 11 et 12 décembre. Munissez-vous de votre sac de couchage si vous voulez bien dormir la nuit pour tout comprendre le lendemain.

**LE HAVRE.** Le Mouvement pour une alternative non violente est poursuivi à propos d'un affichage en dehors des droits autorisés. (Voir G.O. n° 131) Après le procès du 17 novembre, l'affaire reste en délibéré. Un appel de soutien est lancé pour le jour du jugement : le 15 décembre, à 9 h, 70, rue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 76600 Le Havre, près UCJG.

## OUI OU NON AU CANAL A GRAND GABARIT ?

L'enquête d'utilité publique se poursuit jusqu'au 14 janvier.

Jusqu'au 14 janvier prochain, un dossier sur le canal à Grand Gabarit est mis à votre disposition dans les 145 mairies concernées, avec un registre pour recueillir votre avis sur le projet. L'administration demande à **chaque citoyen français, où qu'il habite, de se prononcer.** Rien n'est encore décidé. L'administration est neutre, elle est indépendante des trusts et groupes de pression qui veulent le canal. Nous vivons en démocratie, et c'est votre **simple devoir** de citoyen responsable et soucieux de l'avenir de l'Alsace, de donner votre avis lorsqu'on vous le demande officiellement.

Que nous réserve le Canal pour l'avenir ?

- Tout d'abord, le plus gigantesque chantier que la France ait connu : déblais de millions de mètres cubes de terre, chambardements de tout le paysage, écluses énormes (24 mètres de haut à Wolfersdorf) en béton, plans d'eau, coupure radicale du paysage par une tranchée profonde de 50 m de large, bouleversement des réserves d'eau (agriculture et consommation), pollution par les eaux du Rhin que l'on va pomper (mercure, etc.), suppression de milliers d'hectares de terres agricoles très fertiles et d'une nature très précieuse, etc.

- Plus tard, établissement d'un tissu industriel lourd, d'une nouvelle Ruhr le long du Canal (zones industrielles et portuaires, zones de dépôts, routes, zones d'habitat, etc) avec pollution de l'air, du sol et de l'eau, spéculation foncière, disparition progressive et définitive de l'agriculture et de la nature.

- Coûts financiers énormes reposant sur le contribuable : 15 milliards de F 1982 pour la construction, frais d'entretien énormes, gaspillage d'énergie pour le pompage des eaux du Rhin jusqu'à Valdieu, etc.

**TOULOUSE.** Un comité de soutien aux luttes des soldats, objecteurs et insoumis vient de se constituer. Tous ceux qui veulent soutenir ces luttes et participer à la création du bulletin du comité peuvent écrire au CLO, B.P. 3063, 31025 Toulouse Cedex.

**CHOISY LE ROI.** Le Mouvement écologique et les Amis de la Terre du Val de Marne seront sur le marché, les dimanche 12 et 19 décembre. Apportez-leur des chocolats chauds !

## tutti frutti

**PARIS.** Plusieurs associations coopératives de consommation viennent de se créer dans plusieurs arrondissements de Paris. Elles permettent de se connaître dans un quartier, d'acheter de la nourriture moins cher, en gros, à Rungis pour le moment. Sur le 14<sup>e</sup>, le groupe est créé, il a encore besoin de monde. Ecrire ou téléphoner, pour prendre contact à Guy Largier, 23, rue du Moulin vert. Tél : 540 62 36. Sur le 19<sup>e</sup>, le groupe est en création, réunion le mercredi 8, à 20h30, chez Chantal Dues, 82, quai de la Loire. Tél : 201 61 85. Sur le 15<sup>e</sup>, groupe d'achat biologique, cette fois, écrire ou téléphoner à Arlette et Michel Barberis, 36, rue du Colonel Pierre Avia. Tél : 554 08 22.

D'autre part, qui serait intéressé par la création d'un recueil d'information sur les divers groupements d'achats, biologiques ou pas, avec des statuts juridiques ou pas ? Réunion pour en causer le lundi 13 décembre, à 20h30, chez Guy Largier (adresse ci-dessus). Si vous voulez en savoir plus, sur ce dernier point, téléphoner le soir, pas trop tard, à Jean-Yves : 656 63 14.

A qui servira le Canal ?

- Aux très grosses entreprises de transports fluviaux, au détriment de la petite batellerie devenue non compétitive, aux entreprises multinationales, seules capables d'utiliser l'énorme capacité du Canal au détriment des entreprises locales déjà en difficulté et menacées de disparition, aux capitaux internationaux au détriment des citoyens et de leur cadre de vie. A une politique démodée et dangereuse de prestige, sacrifiant une fois de plus les intérêts réels et le bonheur de l'homme au gigantisme, au goût du record et de la compétition dans l'énorme, le cher, l'inutile (voir la Villette, le Concorde et autres) au détriment de notre espace vital si précieux.

Que faire ?

Vous n'avez pas le droit de refuser de donner votre avis sur un projet qui menace aussi gravement notre pays.

Pour ceux qui habitent dans les localités concernées : aller à la mairie, écrivez votre avis dans le registre préparé, aux heures de bureau. Vous pouvez aussi y déposer une lettre préparée à la maison. Chaque personne de la famille doit y aller.

Pour les autres (nous sommes tous concernés) : écrivez une lettre, même courte, reprenant les arguments qui vous touchent le plus, à M. le Commissaire Enquêteur. Adressez-là à J.P. Schnoebelen, Moulin, 68 Balschwiller, qui la remettra personnellement au Commissaire avant le 14 janvier 1977.

**Mairies :** Montreux Jeune et Vieux, Magny, Valdieu, Elbach, Retzwiller, Traubach-le-Bas, Wolfersdorf, Gommersdorf, Hagenbach, Buethwiller, Eglingen, Balschwiller, St. Bernard, Spechbach-le-Bas, Heidwiller, Dannemarie, Illfurth, Frosningen, Zillisheim, Hochstatt, Didenheim, Brunstatt, Mulhouse, Riedisheim, Illzach, Sausheim, Rixheim, Ottmarsheim, Hombourg, Petit-Landau, Niffer, Kembs.

**BORDEAUX.** Une exposition permanente, des tables de documentation bien garnies, des animateurs capables de fournir de nombreux renseignements, un diaporama projeté en non stop, c'est ce que nous proposons Jeunes et Nature du sud-ouest, en collaboration avec la Sepanso et le cercle naturaliste des étudiants bordelais, du samedi 11 au vendredi 24 décembre, au CIDJ, 5, rue Duffour-Dubergier (près de la place Peyberland). Quatre journées à thème sont également au programme, avec projections et débats. Elles débiteront à 15 heures. Le mercredi 15 : « la nature en péril », avec François Merlet, photographe animalier ; le lundi 20 : « vivre en ville » ; le mercredi 22 : « pollutions » ; le vendredi 24 : « énergie et choix de société ».

Tous renseignements à Jeunes et Nature, 17, cours Xavier Arnoz, 33000 Bordeaux.

**PARIS.** Le dimanche 19 décembre, à 15 h 45, « la Libre pensée » organise un débat public et contradictoire sur : « la pilule ou la bombe » animé par Maurice Laisant, poète, auteur responsable de la Fédération anarchiste. Rendez-vous dans une salle... chauffée, 63, rue Froidevaux, 75014 Paris. (Métro : Gaité ou Denfert Rochereau). Libre pensée, fédération de la Seine, 10-12, rue des Fossés St Jacques, 75005 Paris.

**SCHILTIGHEIM.** (Bas Rhin). Une association de consommateurs pour l'écologie, la santé, l'alimentation vient d'être créée. Une commission d'information et de documentation participant à toute action visant la défense et la restauration de l'équilibre écologique, une commission santé, un réseau de collecte et de distribution de produits alimentaires biologiques fonctionnent. L'ACESA est ouverte à toutes personnes rejoignant ces préoccupations. ACESA c/o R. Hatzemberger 6, rue d'Anjou, 67 300 Schiltigheim. Tél : 33 79 07.

**BRUXELLES.** Aguigui Mouna abandonne momentanément la politique. Il sera les samedi 18 et dimanche 19 décembre, à la maison des jeunes « La caravelle », 148, rue E. Wanters, avec son orgue de Barbarie et ses gags.

**GRENOBLE.** Dans le cadre du festival du Film de Nature, organisé par la FRAPNA-Isère : Mercredi 15 décembre à 18 h à la bibliothèque Grand Place, film danois sur l'énergie nucléaire - entrée libre. Jeudi 16 à 20h30, salle des concerts, film sur les baleines - Entrée libre.

Vendredi 17 à 20h30, salle du CRDP - 11, rue du docteur Champon, film des frères Terrasse sur les grands rapaces - entrée 10 F, enfants 5 F.

**DAMMARIÉ LES LYS.** (Seine et Marne). Du mardi 14 au samedi 18 décembre, la M.J.C. propose une exposition et des conférences-débats : « l'écologie du quotidien ». Il y aura notamment, le mardi 14, à 20h30, une conférence-débat de Charles Lorient : « Quelle économie pour l'écologie », le vendredi 17 décembre, à 20h30, un film : « Troubles de croissance » qui aborde les problèmes écologiques dans le monde, et une conférence de Monsieur Lapoix, président de l'Association seine et marnaise « Sauvegarde de la nature ».

M.J.C., centre Gérard Philippe, 44, allée de la justice, 77 190 Dammarie les Lys. Tél : 437 31 14.

**MONTPELLIER.** Une nouvelle librairie, « Ovir » vient de s'ouvrir. Vous pourrez y trouver des ouvrages sur les différents pays du monde, les grands voyageurs, les voyages fantastiques, la mer. Au rayon nature, des livres traitant de la santé par les plantes, d'agriculture biologique, de diététique, de connaissance du milieu, d'architectures marginales, d'énergie solaire, etc.

« Ovir », 12, rue Jules Latreille, 34000 Montpellier.

QUAND JE SERAI GRAND JE FERAİ COMME PAPA ...



Journal de photos et de montages sur l'aliénation quotidienne.

5 numéros : 20 F. Gilles Guérin BP 373 16 75768. PARIS

**AIX EN PROVENCE.** Le groupe occitan de la MJC et les Amis de la Terre, organisent une projection suivie d'un débat concernant Naussac, le Larzac, le Soussoueu, Vaumeilh sur le thème « Vivre au pays », à la maison pour tous 37, rue Aristide Briand, le samedi 11 décembre, à 15 h.

« La Gueule Ouverte »  
 fondateur : Pierre Fournier  
 directrice de la publication : Isabelle Cabut  
 responsable de la rédaction : Arthur  
 secrétaire de rédaction : Laurent Samuel  
 maquette : Rose Dentin  
 assistant à la maquette : Petit-Roulet  
 administration :  
 « les éditions PATATRAS ! »  
 société de presse au capital de 2 100 F  
 117, avenue de Choisy, 75 013 Paris.  
 Tél : 707 41 19.  
 composition et photogravure : Graphiti  
 5, rue des Petits-Hôtels, 75 010 Paris.  
 imprimerie : « Les Marchés de France »  
 44, rue de l'Ermitage, 75020 Paris.  
 abonnements : un an : 180 F ;  
 6 mois : 95 F ; 3 mois : 50 F  
 par chèque bancaire  
 chèque postal ou mandat  
 adressé aux éditions Patatras,  
 117, avenue de Choisy  
 75013 Paris

# le procès anti-nucléaire de Braud et St-Louis

## VIVANTS A TOUT CASSER

**C'**EST simple comme bonjour de gouverner. Premièrement, tu édictes des lois. Deuxièmement, tu augmentes les effectifs de ta police pour les faire respecter. Troisièmement, tu poursuis en Justice les contrevenants, et ta Justice les condamne. Quatrièmement, ta Presse, respectueuse des décisions de ta Justice, achève d'enfoncer tes ennemis en taisant les enjeux de la lutte et des procès.

On observe partout, et d'abord en Allemagne, la venue d'une nouvelle façon de gouverner : les Etats criminalisent la politique. Sous couvert d'insécurité publique montante, les Etats font passer toute contestation politique dans le camp du délit criminel de droit commun. Car si, dans l'esprit du public, la politique est encore chose à peu près honorable, le vol, la violence, le bris de clôture, l'atteinte à la propriété privée, justifient le mépris général et méritent de lourdes peines, policières (matraquages des CRS) et judiciaires (prison et amendes).

Quel magnifique renversement idéologique de la violence de l'Etat, la première et la seule qui nous préoccupe !

C'est en Mai 68 que l'Etat a compris la nécessité de ce transfert idéologique. En voyant brûler les bagnoles et incendier la Bourse, l'Etat a pigé qu'un acte politique pouvait, bien « mis en scène » par les médias, être vulgarisé, déclassé, avili, dégradé. Ce fut la loi anti-casseurs qui range toute manifestation politique au niveau de émeutes de voyous (comme si les émeutes de voyous n'étaient pas politiques, mais restons-en là). Qu'est-ce qu'ils auraient dégusté, les démolisseurs de la Bastille, s'ils avaient loupé leur révolution !

Ainsi, quelle que soit la légitimité d'une action, quel que soit l'arbitraire de l'Etat, toute « action concertée de groupe » qui conteste la décision royale est passible des tribunaux. Et on se dit en République ! La loi anti-casseurs vient d'être pour la première fois employée contre des écologistes à Bordeaux. Quinze manifestants de la région de Braud et St Louis, en majorité des agriculteurs, ont été traînés le 29 novembre en correctionnelle pour avoir sauvagement rasé quelques mètres de clôture appartenant à l'EDF, sur le chantier de la centrale nucléaire de Braud, en avril 75. Quinze sur 300 qui se disaient solidaires et voulaient être inculpés. La Justice manque de bras pour taper en grand. Ce procès est un simple avertissement pour les contestataires futurs de Malville et d'ailleurs.

Si les Quinze sont condamnés, et ça ne fait pas un pli, les « forces de l'ordre » cogneront sans complexe sur les futurs repris de justice...

On a beau savoir que la Justice est ce qu'elle est, une parodie de Justice, scandaleusement orientée, on est toujours surpris par le spectacle. Le juge Marty, qui, visiblement, n'a pas inventé la poudre, et qui, de plus, avait la trouille d'un procès politique qui le dépasserait, a tout fait, le 29 novem-



bre, pour réduire à un bris de clôture le procès anti-nucléaire fait à l'EDF. La loi, dans sa lettre, permet en effet de s'en tenir strictement aux faits : dégâts à propriété privée de l'EDF. Or l'esprit des lois, c'est, bien sûr, de vouloir comprendre pourquoi de paisibles agriculteurs ont été poussés à de telles et horribles extrémités. Pourquoi ? Parce que l'EDF les a méprisés, a imposé le fait du prince, a refusé le débat démocratique. En bonne justice, les agriculteurs de Braud doivent être relaxés, parce que défendre sa peau n'est pas un délit, parce qu'ils sont en état de légitime défense, comme l'attestent tous ceux qui dans le monde refusent le suicide nucléaire. Mais reconnaître cette constatation de pur bon sens, c'eût été désavouer l'EDF, et ça, la justice ne le peut pas. Elle n'a pas l'esprit libre. Elle ne reçoit peut-être pas des ordres directs du pouvoir politique (sauf le procureur), mais elle sait

prévenir ses désirs et s'y conformer. On l'a vu le 29 novembre : le juge Marty et ses deux co-siesteurs, avaient jugé avant que ne commence le procès. On le voyait à leur mine agacée dès que les témoins dont j'étais, essayaient de définir les motivations des manifestants de Braud. Visiblement, on sortait du sujet. Ces trois marionnettes avaient décidé une fois pour toutes qu'ils n'iraient pas au fond et s'en tiendraient à l'écume des choses. Ça s'appelle un déni de justice, un refus de juger ! Tous les témoins, Pierre Samuel, Lambert (des Paysans-Travailleurs), Mousel (du PSU), Cédric Philibert (de Malville), Esther Peter-Davis (de Fessenheim), Mendiburu (du CNRS), tous ceux qui prétendaient non pas excuser les prévenus, ceux-ci n'ont rien à se reprocher, mais justifier leurs actions, tous ces témoins ont été expédiés en cinq secs par un tribunal agacé, inattentif et pressé.



- Le témoin : « il s'agit d'un problème de responsabilité devant les générations à venir ».

- Le tribunal : « ça ne nous intéresse pas, on n'est pas là pour juger le programme nucléaire de l'EDF ».

- Les avocats : « si justement, on est là pour ça, puisque l'EDF se permet de vouloir faire juger et condamner ceux qui la contestent. »

Dialogue de sourds. Alors, on a fait quand même, devant trois dormeurs indifférents et une foule passionnée par la plaidoirie de M<sup>e</sup> Leclerc, le procès de l'EDF et de la loi anti-casseurs. Les deux sbires de l'EDF, cachés derrière leur avocat, baissaient la tête d'un air piteux, tandis que les inculpés levaient la leur sans honte ni remords. L'EDF, qui a un milliard de déficit pour 75, vu l'ampleur et la bêtise de ses investissements nucléaires, réclame dix millions anciens pour sa clôture et ses piquets de Braud. Quant à la « société », cette belle société anonyme militaro-nucléaire, elle veut, par le bégaiement éteint du substitut Loubès, condamner les paysans de Braud à 45 jours de prison avec sursis (tarifs demandés : 45 à 8 jours de prison, selon grosseur). A notre avis, ce n'est pas énorme. Songez qu'au Moyen-Age les paysans qui discutaient l'autorité du seigneur étaient pendus haut et court sans jugement, ou passés au fil de l'épée par les soudards du Roy. Avouez qu'on a fait de gros progrès dans la répression. Aujourd'hui on les condamne soit à l'exode soit à crever à petit feu à côté de 5 000 mégawatts. La société se raffine.

Le jugement sera rendu le 20 décembre. En sortant, j'ai entendu un mec dire : « Fournier serait content ». Content de voir confirmer ses prémonitions, ouais, c'est sûr ! La troisième guerre mondiale est là.

Mais, comme dirait ce bon président Marty, là, nous sortons du sujet.

Arthur

Note : toutes les informations sur la lutte de Braud dans « Braud dernière », G. Bernard, BP 150, 17005 La Rochelle-Cedex. Un soutien financier est toujours le bienvenu, les procès sont chers cette année.